



# Assemblée générale

Soixante-cinquième session

**33<sup>e</sup>** séance plénière

Lundi 18 octobre 2010, à 15 heures  
New York

*Documents officiels*

**Président :** M. Deiss ..... (Suisse)

*En l'absence du Président, M<sup>me</sup> Waffa-Ogoo  
(Gambie), Vice-Présidente, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 5.*

## Points 14 et 15 de l'ordre du jour

### Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations

#### Rapport du Secrétaire général (A/65/269)

#### Culture de paix

#### Rapport du Secrétaire général (A/65/269)

#### Note du Secrétaire général (A/65/299)

**M. Kurlovich** (Biélorus) (*parle en russe*) : La République du Biélorus a toujours prôné la création d'un climat de respect et de compréhension mutuelle entre les peuples et les États appartenant à des systèmes politiques et socioéconomiques différents, et elle accueille favorablement un dialogue constructif entre les diverses religions et cultures.

Le Biélorus est un ardent défenseur de l'intensification d'un dialogue interconfessionnel et interculturel pour la paix fondé sur les principes de respect mutuel, d'égalité et de tolérance. L'initiative sur la nécessité de prendre conscience du fait que notre civilisation se fonde sur la pluralité des voies d'accès au progrès, proposée par le Président de la République du Biélorus au Sommet mondial de 2005, en atteste de

manière indiscutable. Le respect de la singularité des États et des peuples et de leur droit de choisir leur propre voie sous-tend le dialogue international et est une condition indispensable du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Aux termes de la Constitution biélorussienne, il incombe à l'État de préserver le patrimoine historique, culturel et spirituel du pays et de promouvoir le libre développement des cultures de toutes les nationalités qui y ont élu domicile.

Le Biélorus ne connaît aucun conflit lié à des motifs ethniques, raciaux, culturels, linguistiques ou religieux. Vingt-quatre communautés ethniques et culturelles sont représentées par 123 organisations non gouvernementales, dont 41 jouissent d'un statut international. Les représentants de toutes les communautés ethniques ont le droit d'utiliser leur langue maternelle, et divers établissements d'enseignement où le biélorusse n'est pas la langue maternelle permettent d'étudier dans d'autres langues, notamment en polonais, en lituanien et en hébreu.

Les plus de 25 confessions et 3 000 organisations religieuses présentes au Biélorus consolident les capacités réelles de dialogue interconfessionnel. L'Institut du dialogue religieux et de la communication interconfessionnelle obtient de très bons résultats au sein du Synode de l'Église orthodoxe du Biélorus, son organe suprême.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Le Conseil consultatif interethnique, placé sous l'autorité du Plénipotentiaire pour les religions et les nationalités, est un excellent exemple d'interaction et de coopération constructives entre les associations nationales et les organes publics. Le Conseil est composé des représentants de plus de 20 nationalités qui défendent les intérêts des associations ethniques et culturelles actives aujourd'hui au Bélarus.

Chaque année, le Bélarus célèbre la Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement, le 21 mai, et la Journée internationale de la tolérance, le 16 novembre. Deux fois par an, des festivals nationaux consacrés aux cultures ethniques font la promotion de la coopération interethnique dans la société bélarussienne, sur la base des principes de respect et d'égalité.

Le Bélarus est devenu le lieu où se tiennent régulièrement des réunions internationales et des séances de dialogue constructif entre les chefs religieux du monde. En novembre 2009, sur l'initiative de l'Église orthodoxe du Bélarus, Minsk a accueilli un colloque international sur le thème du dialogue entre chrétiens et juifs et des valeurs religieuses en tant que fondations du respect mutuel dans la société civile, sur fond de crise économique mondiale.

Cette conférence a été d'une aide précieuse pour resserrer la coopération entre théologiens chrétiens d'obédiences variées et chercheurs laïcs spécialistes du dialogue entre les chrétiens et les juifs et de l'histoire du judaïsme. Des représentants du Vatican, des États-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie, d'Israël, de la France, de la Suède, du Canada et d'autres pays y ont assisté, ainsi que des intellectuels de renom, des prêtres représentant les églises chrétiennes traditionnelles et des rabbins représentant les communautés juives.

La promotion de la compréhension mutuelle et de la coopération entre les diverses organisations culturelles et religieuses est un élément essentiel de la politique étrangère bélarussienne. Au sein de l'Organisation des Nations Unies, le Bélarus mène régulièrement des initiatives concrètes pour encourager et soutenir le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations. Le Bélarus appuie pleinement les efforts de l'Alliance des civilisations pour resserrer le dialogue entre les cultures et les religions et, dans le cadre des mécanismes mis en place par l'Organisation, il participe activement au Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix et à la Réunion

ministérielle sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix.

Pour le Bélarus, un État pluriethnique situé à un carrefour géographique et historique des civilisations, et qui a déjà fait l'expérience de créer des conditions internes et externes propices à l'amitié interethnique et interreligieuse, la participation aux activités de ces forums est une étape tout à fait légitime et logique. Nous croyons que la diversité culturelle et la promotion du développement culturel de tous les peuples et de toutes les nations sont une source d'enrichissement mutuel de la vie culturelle de l'humanité. C'est sur ces bases que le Bélarus a été l'un des premiers pays à adhérer à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO.

Le Bélarus a pour tradition d'appuyer les résolutions de l'Assemblée générale dont l'objectif est d'encourager le dialogue entre les civilisations. Notre pays a été l'un des coauteurs de la résolution 64/81 sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix, et l'un des premiers pays à se porter coauteur de la résolution 64/14, sur l'Alliance des civilisations, adoptée en novembre 2009.

À la Réunion ministérielle sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix, tenue en septembre 2009 dans le cadre de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale, le Bélarus a lancé l'idée d'organiser des débats thématiques de l'Assemblée générale sur le dialogue œcuménique et interculturel avec la participation des chefs religieux. Cette idée a reçu l'aval du Président de l'Assemblée générale et a été incorporée dans la résolution 64/81 sur la promotion du dialogue, de l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures au service de la paix. Nous attendons avec intérêt la tenue de ces débats à l'Assemblée générale au cours des prochains mois.

L'Assemblée générale a proclamé 2010 l'Année internationale du rapprochement des cultures. C'est aussi l'aboutissement de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. La délégation bélarussienne est d'avis que les jeunes doivent assumer un rôle éminent pour faire aboutir le dialogue des civilisations. À la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale cette année (voir A/65/PV.5), le Bélarus a proposé la création d'un partenariat mondial

chargé de promouvoir les intérêts de la jeunesse, qui s'intitulerait « Contribuons à la prospérité des générations futures », ainsi que la tenue de débats thématiques de l'Assemblée générale sur cette question. Nous croyons que la communication avec la prochaine génération sur les pratiques non discriminatoires et impartiales de la paix et de la non-violence aiderait les jeunes à vivre dans un monde de paix et d'harmonie.

Le Bélarus, fidèle à ses principes et à ceux de l'ONU, continuera d'encourager les efforts menés par la communauté internationale pour mettre pleinement en œuvre le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations

**M. Stone** (Australie) (*parle en anglais*) : L'Australie remercie le Secrétaire général pour son rapport sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations (A/65/269) et sa note sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde (A/65/299), que nous examinons aujourd'hui. Nous appuyons fermement les efforts déployés par le Secrétaire général pour promouvoir le dialogue et l'entente entre les cultures et les religions, notamment par le biais de l'Alliance des civilisations. Nous souhaitons également remercier le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations, M. Jorge Sampaio, pour les efforts inlassables qu'il a consentis au nom de l'Alliance. Nous voudrions aussi souligner le travail accompli par la Turquie et l'Espagne à la coprésidence du Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations.

L'Australie juge encourageants les travaux menés par l'Alliance des civilisations pour promouvoir un dialogue qui produise un changement sur le terrain. Nous devons faire face à la menace d'une division culturelle et religieuse par des actions concrètes. La formation de journalistes assurée par l'Alliance est un très bon exemple d'action concrète.

L'Alliance des civilisations renforce les initiatives œcuméniques en cours dans notre propre région de l'Asie-Pacifique telle que le Dialogue interconfessionnel régional tenu à Perth (Australie) en octobre de l'année dernière, ainsi que le Parlement des religions du monde, tenu à Melbourne en décembre dernier. L'Australie fournit également un large appui aux activités interconfessionnelles communautaires chez deux de nos voisins les plus proches – l'Indonésie et les Philippines – qui cherchent à aider les organisations non gouvernementales sur le terrain à

susciter une plus grande compréhension entre les communautés musulmanes et chrétiennes. Depuis 2002 par exemple, le programme musulman d'échange de l'Institut Australie-Indonésie a favorisé les contacts entre les nouveaux dirigeants des communautés musulmanes en Australie et en Indonésie. Ce programme regroupe désormais plus de 130 jeunes dirigeants qui œuvrent à créer des liens avec d'autres groupes ethniques et religieux.

L'Australie est une société hautement multiculturelle qui abrite 200 nationalités et plus de 100 religions. Aujourd'hui, un Australien sur quatre est né à l'étranger. En plus de cela, presque autant d'Australiens ont au moins un parent qui est né à l'étranger. Le respect des religions et des cultures et la coopération entre celles-ci n'ont pas toujours été sans heurt. L'Australie a fait la dure expérience d'apprendre comment surmonter les préjugés et la méfiance, mais des programmes créatifs et pratiques qui impliquent les jeunes et ancrent l'éducation au niveau local peuvent nous aider à améliorer le dialogue entre les cultures et à promouvoir la paix et la compréhension. Notre rôle d'États Membres est de favoriser et d'encourager ce dialogue, et l'ONU a également un rôle important à jouer en la matière.

**M<sup>me</sup> Halabi** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : C'est un grand plaisir pour moi que de prendre la parole aujourd'hui devant l'Assemblée pour parler d'un thème très important qui depuis quelques années est au centre de grands débats idéologiques et intellectuels. Je veux parler ici de la culture de paix et de la centralité du dialogue, de la compréhension, de la coopération et du respect mutuel entre les cultures et les religions, ainsi que de l'Alliance des civilisations pour la paix dans sa véritable signification et non pas en tant que slogan.

Chacun sait que le dialogue idéologique est la base de la compréhension entre les communautés du monde et qu'il fournit les éléments d'une renaissance humaine et idéologique nécessaire à l'humanité pour instaurer la paix, la justice et le respect des valeurs, préparer avec sagesse la voie à une entente internationale, et rehausser les valeurs communes de la culture humaine.

À ce stade de l'histoire de l'humanité, nos peuples font face non seulement à de fausses idées culturelles entre l'Est et l'Ouest, mais aussi à des malentendus entre les civilisations qui touchent toutes les parties de notre monde, un monde qui souffre de

l'absence des valeurs de la liberté, de la justice et des droits de l'homme et qui ploie sous le poids des dangers d'un déséquilibre dû au désespoir, à de nombreuses formes d'agression et au déclenchement de guerres illégitimes, à la discrimination, au racisme et aux souffrances des États vulnérables face aux dures crises économiques et financières qui touchent l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine.

C'est pourquoi tant de personnes dans le monde sont confrontées à des problèmes et à des crises difficiles à résoudre. En conséquence, l'ouverture de dialogues de sensibilisation entre les civilisations, des dialogues qui forgent et renforcent les relations, est de la plus grande urgence. Il s'agit là de mesures vitales qui favorisent les contacts humains, redonnent vie à la mémoire civilisationnelle de l'humanité et découragent les attaques contre les civilisations qui fomentent la discorde entre les races et entre les peuples. Par ailleurs, ces mesures favorisent la diversité et l'interaction alors que la civilisation internationale poursuit sa marche, ce qui peut permettre de laisser derrière nous la logique d'un affrontement factice.

Nous constatons d'autre part que le dialogue entre les civilisations s'élargit et que des institutions sont créées à cet effet. Nous espérons que ces institutions poseront des questions axées sur les relations entre les civilisations. S'agit-il réellement d'une relation de dialogue ou d'une relation d'intégration, dans laquelle chaque civilisation apprend de celles qui l'ont précédée et évolue et se transforme selon une dynamique dite de progrès, comme ce fut le cas lorsque la civilisation arabe a transmis son savoir à l'Europe via l'Andalousie?

Dans la mesure où loin de renoncer à ce principe, la civilisation des pays aujourd'hui développés fait fond sur les réalisations des civilisations précédentes, nous pouvons parler d'une intégration des civilisations, ou plutôt d'une alliance des civilisations et d'un dialogue optimal qui ne saurait être dépouillé de son contenu. Ce dialogue est conscient de ses racines et de ce que le présent doit au passé, et ces notions, à la fois nouvelles et renouvelées, méritent notre respect car elles s'emploient à consacrer le lien qui unit l'humain au savoir, selon une conviction profonde et sincère qui s'oppose à l'ignorance et aux préjugés.

Promouvoir la compréhension et la coopération entre les religions et les cultures permettrait de consolider la paix dans le monde, de diffuser une culture de paix entre les sociétés et de combler le fossé

d'ignorance entre les peuples, ce qui ferait reculer les préjugés et les interprétations étiquées que l'extrémisme idéologique tente de promouvoir dans un monde déjà en proie à des tensions politiques et idéologiques.

Les esprits éclairés de ce monde doivent promouvoir le dialogue entre les religions et entre les cultures et faire de la connaissance idéologique et du respect de l'identité de l'autre une priorité, mais aussi insister sur la nécessité d'éviter tout amalgame entre religion et terrorisme. Nous devons en outre prendre conscience du fait que l'incompréhension et l'absence de coopération au sein de la communauté internationale sont en partie le résultat des perceptions erronées qu'ont les hommes des religions et des cultures et de la méconnaissance de nos dénominateurs communs, et non de faiblesses structurelles de ces nobles concepts moraux. L'histoire humaine montre qu'il y a eu à l'époque antique de magnifiques exemples de compréhension et de coopération entre les cultures, alors que les conflits militaires et idéologiques étaient monnaie courante.

Ces dernières décennies, la communauté internationale a été témoin de formes violentes de conflits et d'un manque de dialogue et de connaissance mutuelle, même si certains aiment à vanter les mérites de nouveaux modes de pensée, telles la mondialisation et la révolution des technologies de l'information et des communications. Notre objectif est de faire de la communication entre les civilisations une norme culturelle qui nous rapprochera de la notion de communauté mondiale et de prendre le serment sur l'honneur d'en faire un message d'amitié, de paix et de justice et un appel à toutes les nations du monde.

La course entre les civilisations doit être une course pour accéder à la grandeur de la pensée et du génie humains, parce que cette ambition transcende l'agression. Elle doit être une course à un monde sans usurpation des droits, sans occupation des terres des autres, sans discrimination fondée sur la race ou la couleur de peau et sans l'injustice imposée aux personnes chassées de leurs terres et dont les lieux saints sont désacralisés, à l'image de ce que fait subir Israël au peuple palestinien et de la manière dont les néonazis traitent nos croyances, nos convictions et nos populations.

Puisque 2010 a été proclamée Année internationale du rapprochement des cultures, nous devons nous attaquer à tous ces problèmes pour

parvenir à un monde plus uni et plus juste; un monde multiculturel, où vivent toutes sortes de nationalités, où règne un dialogue ouvert et démocratique et où les peuples exercent leur droit naturel à la souveraineté et à l'autodétermination dans un climat de liberté, d'égalité et de dignité humaine.

**M. Apakan** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je suis très honoré de prendre la parole à l'Assemblée dans le cadre de cette séance sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations pour instaurer une culture de paix. Je tiens à remercier le Président de l'Assemblée générale, M. Joseph Deiss, d'avoir convoqué la présente séance. Nous sommes convaincus que nos délibérations d'aujourd'hui nous permettront de renforcer la coexistence pacifique et la compréhension mutuelle. Je saisis également cette occasion pour remercier le Secrétaire général de son rapport sur les activités menées par les principales institutions des Nations Unies œuvrant dans le domaine du dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions (A/65/269).

L'ambition ayant motivé la création de cet organe universel était de préserver les générations futures du fléau de la guerre. Aujourd'hui, nous poursuivons les mêmes idéaux dans un monde différent où les forces motrices de la mondialisation menacent notre aspiration commune à la coexistence pacifique. Nous vivons dans un monde interconnecté et interdépendant où les problèmes mondiaux ont un impact au niveau local et où les événements locaux ont une incidence sur le monde entier.

Malheureusement, nous n'avons jusqu'à présent pas été capables de venir à bout de la polarisation, de l'incompréhension et de la discrimination au sein de la communauté internationale. Aujourd'hui, les stéréotypes continuent d'influencer notre perception de l'autre – celui qui a un mode de vie, des valeurs culturelles ou des croyances religieuses différents; celui qui fait que notre vie est plus riche. L'histoire nous rappelle que l'ignorance culturelle et l'intolérance religieuse sont des obstacles majeurs à la paix et au développement. Nous avons donc la responsabilité de défendre le respect mutuel entre les religions et de promouvoir une culture de tolérance et de concorde entre les peuples. D'ailleurs, seules la diversité des traditions et leur cohabitation pacifique peuvent renforcer une culture de paix.

Le débat d'aujourd'hui montre que les pays du monde ont conscience de l'importance que revêt leur

responsabilité commune de promouvoir une culture de paix. La Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde touche à sa fin et nous constatons avec satisfaction que la promotion de la diversité culturelle suscite de plus en plus d'intérêt. Nous reconnaissons le rôle important joué par l'UNESCO et d'autres institutions des Nations Unies dans la promotion de l'Année internationale. Les activités organisées dans ce cadre démontrent selon nous clairement que la diversité enrichit l'humanité et sont une source de créativité et d'innovation.

La diversité et le dialogue ont toujours été des éléments fondamentaux du patrimoine historique et culturel turc. De fait, au cours des siècles, la Turquie a établi des liens entre de nombreuses cultures différentes, sur les plans historique, géographique et social, et s'est efforcée de créer un environnement propice à la paix et à la compréhension mutuelle. C'est précisément la raison pour laquelle, conjointement avec l'Espagne, la Turquie a coparrainé l'initiative de l'Alliance des civilisations. Cette initiative, lancée par les Premiers Ministres de la Turquie et de l'Espagne en 2005, sous les auspices du Secrétaire général, bénéficie de l'appui d'un nombre croissant d'États Membres et d'organisations internationales. Une si large reconnaissance et un tel appui suscitent en nous de nouveaux espoirs pour notre avenir.

Pour promouvoir une alliance des civilisations, il faut avant tout faire preuve de créativité pour attirer l'attention de différents acteurs. Depuis son lancement, l'Alliance des civilisations propose une approche créative pour amener différents acteurs au dialogue et sert désormais de cadre utile de discussion pour rapprocher différentes cultures, favoriser une meilleure compréhension et faire entendre davantage les voix modérées. Aujourd'hui, il s'agit d'une véritable initiative de paix mondiale qui facilite, au niveau mondial, la promotion d'un dialogue permanent entre différentes parties prenantes, y compris les jeunes, les femmes, les députés, les médias, la société civile et le secteur privé. À cette occasion, je voudrais remercier le Secrétaire général pour sa contribution aux activités de l'Alliance. Je voudrais également saluer les efforts inlassables du Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, M. Jorge Sampaio.

Cette année, en mai, nous avons organisé avec grand succès le troisième Forum de l'Alliance des civilisations à Rio de Janeiro. Ce forum ouvert à tous a rassemblé les connaissances, l'expérience et l'énergie

d'un large éventail de partenaires. Il a réaffirmé la portée mondiale et le rayonnement universel de l'Alliance. Nous devons maintenant consacrer nos efforts à l'organisation du prochain Forum, qui se tiendra en décembre 2011 au Qatar.

En effet, les malentendus et le manque de compréhension demeurent des réalités aujourd'hui. Un rapport publié récemment par la Fondation Anna Lindh, intitulé « Tendances interculturelles Euro-Med 2010 » souligne que les populations vivant en Europe et dans les pays de la Méditerranée méridionale et orientale font actuellement face à un choc de l'ignorance. Les principaux résultats de cette enquête indiquent qu'une personne sur quatre, de chaque côté de la Méditerranée, a rencontré des personnes originaires d'autres pays de la région et que, pourtant, il existe toujours des différences profondes dans la manière dont chaque groupe perçoit les valeurs des autres.

Face à ce constat alarmant, l'Alliance des civilisations s'emploie, avec ses partenaires, à élaborer une stratégie régionale pour la Méditerranée qui vise à rapprocher davantage toutes les parties prenantes concernées à promouvoir le développement humain et à encourager des relations de bon voisinage entre les sociétés, les institutions et les individus de la région. La stratégie et le plan d'action pour 2011-2015 qui y est associé seront adoptés lors de la première Conférence régionale pour la Méditerranée, qui se tiendra le 9 novembre à Malte. Nous remercions sincèrement le Gouvernement maltais d'accueillir cette conférence importante. Nous espérons seulement que cette stratégie régionale permettra à tous les acteurs de la société dans la région méditerranéenne de dialoguer et de promouvoir ensemble la culture de la paix.

Les cultures ne sont pas autosuffisantes; elles évoluent grâce à un dialogue et à des échanges constants. Aussi longtemps que nous reconnaissons que la diversité culturelle fait partie du patrimoine commun de l'humanité, nous serons en mesure d'atteindre notre objectif de paix et de cohésion sociales. C'est pourquoi le dialogue est la clef d'une culture mondiale de paix. Nous devons donc poursuivre nos efforts pour construire un monde dont la principale richesse est sa diversité.

**M. Yáñez-Barnuevo** (Espagne) (*parle en espagnol*) : En 1998, l'Assemblée générale a proclamé la décennie 2001-2010 Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-

violence au profit des enfants du monde. L'année 2010, proclamée Année internationale du rapprochement des cultures par l'Assemblée générale, à l'initiative de la Conférence générale de l'UNESCO, devait être le point culminant de cette décennie.

Alors que cette décennie touche à sa fin, nous pouvons établir un constat relativement positif des progrès accomplis par la communauté internationale – aussi bien les États et les organisations internationales que la société civile – dans la promotion d'une culture de paix, en dépit des difficultés et problèmes rencontrés tout au long de cette période.

Les rapports que l'Assemblée examine aujourd'hui rendent bien compte de cette situation. Le rapport du Secrétaire général publié sous la cote A/65/299 indique que la Décennie internationale a permis de faire connaître le concept d'une culture de paix à différents niveaux et dans divers secteurs de la société et a encouragé l'adoption de mesures spécifiques à cet effet. Il est toutefois également indiqué dans le rapport qu'

« [i]l faut relancer le débat sur la paix, la culture, la tolérance, le respect mutuel, la réconciliation et l'égalité dans nos sociétés et libérer le pouvoir des idées pour parvenir à un paradigme de la paix dans un monde globalisé. » (A/65/299, *par. 1*)

C'est à la même conclusion qu'aboutit le Rapport mondial sur la culture de la paix 2010, établi par la Fondation pour la culture de la paix basée à Barcelone, à partir des contributions de plus de 1 000 organisations de la société civile d'une centaine de pays à travers le monde. Ce rapport a été transmis au Secrétaire général conformément aux dispositions de la résolution 64/80 et distribué aux États Membres par la Mission permanente du Bangladesh.

L'Alliance des civilisations, une initiative menée par le Secrétaire général depuis 2005 et coparrainée par l'Espagne et la Turquie, s'efforce, depuis sa création, de résoudre les problèmes que posent la diversité et la coexistence aux niveaux national et international. À cette fin, l'objectif ultime de l'Alliance est de promouvoir l'entente et la coopération entre des pays et des peuples aux cultures et aux religions différentes et de mettre en échec les forces qui alimentent l'extrémisme et menacent la paix. Ces aspirations sont fondées sur les valeurs universelles communes qui inspirent et orientent les activités et la philosophie de l'Alliance des civilisations et qui sont consacrées par

des instruments fondamentaux du droit international, notamment la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme.

C'est avec plaisir que je rappelle qu'à peu près à la même période l'année dernière, l'Assemblée générale adoptait par consensus la résolution 64/14, dont 94 États étaient coauteurs, relative à l'Alliance des civilisations, démontrant ainsi que cette initiative bénéficiait d'un vaste appui politique. Je constate que le Groupe des Amis de l'Alliance compte déjà 128 membres, aussi bien des États que des organisations internationales. La désignation de points de contact par les membres du Groupe permet à l'Alliance de travailler selon une démarche dynamique et axée sur l'action. La réunion des points de contact de l'Alliance, prévue à Berlin à la fin du mois d'octobre, sera une bonne occasion d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent et de définir de nouveaux objectifs pour le proche avenir.

Le document A/65/349 contient le rapport présenté récemment par le Haut-Représentant pour l'Alliance des civilisations, M. Jorge Sampaio, au Secrétaire général, que ce dernier a transmis à l'Assemblée générale. Il contient un aperçu des principales activités menées par l'Alliance au cours de l'année écoulée. Comme l'indique le Secrétaire général dans sa lettre transmettant le rapport,

« Dans un monde de plus en plus interdépendant, souvent divisé par des tensions interculturelles, l'Alliance peut jouer un rôle important de liaison et de facilitation d'efforts concrets et pratiques visant à promouvoir la confiance et la coopération entre les différentes cultures. »  
(A/65/349, p. 1)

Dans ce contexte, la consolidation de la dimension régionale de l'Alliance des civilisations revêt une grande importance. L'adoption de stratégies régionales – d'abord celle de l'Europe du Sud-Est à Sarajevo l'année dernière et ensuite celle de la Méditerranée à la Conférence qui se tiendra en novembre à Malte – est essentielle pour traduire les objectifs généraux de l'Alliance en actions tangibles et adaptées aux réalités et conditions de chaque région. La prochaine étape consistera à traduire ces accords en projets concrets qui seront déterminés par les plans d'action et exigeront un appui politique et financier soutenu.

Pour sa part, l'Espagne reste pleinement attachée aux valeurs et principes de l'Alliance des civilisations,

ainsi qu'à sa démarche orientée vers l'action et l'obtention de résultats. Lors de la présidence espagnole de l'Union européenne pendant le premier semestre de cette année, l'Alliance a organisé une table ronde sur « L'Alliance des civilisations et l'action diplomatique de ville à ville », dans le cadre du Sommet européen des gouvernements locaux tenu à Barcelone en février 2010.

Je voudrais également signaler la réunion de haut niveau, tenue en mai à Cordoue, sur le thème « La liberté de religion dans les sociétés démocratiques », qui avait pour objet d'étoffer l'article 17 du Traité de Lisbonne qui stipule que « l'Union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier » avec les églises et organisations religieuses et d'autres groupes similaires.

Par ailleurs, j'ai le plaisir d'annoncer à l'Assemblée la prochaine inauguration de l'Institut international de l'Université des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, dont le siège sera à Barcelone, et qui sera un lieu de rencontre et un laboratoire approprié pour les indispensables tâches d'examen et de recherche des moyens les plus efficaces de réaliser les objectifs de l'Alliance.

Enfin, je voudrais me référer au rapport du Secrétaire général sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations, publié sous la cote A/65/269. Ce rapport rend compte notamment des activités entreprises dans le cadre de la célébration en 2010 de l'Année internationale du rapprochement des cultures. L'objectif principal est de démontrer que la diversité est une richesse pour l'humanité et une source de créativité et d'innovation. Non seulement ce rapport évoque les activités menées par l'Alliance des civilisations, mais il passe également en revue tout un éventail d'activités et de projets réalisés par l'UNESCO, en particulier dans le domaine de l'éducation, pour promouvoir le dialogue et l'entente entre les cultures, prouvant ainsi sa complémentarité avec l'Alliance des civilisations. Le récent renouvellement du mémorandum d'accord entre l'UNESCO et l'Alliance des civilisations, signé à l'occasion du troisième Forum de l'Alliance à Rio de Janeiro, a permis d'approfondir les liens de coopération entre les deux entités.

La Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde arrive à sa fin. Il ne fait aucun doute que cette décennie, qui a commencé en 2001 avec un

manifeste auquel ont souscrit 75 millions de personnes qui se sont engagées à œuvrer pour la promotion d'une culture de la paix dans leur vie quotidienne, a permis de faire des progrès importants dans la promotion d'une culture de la paix à travers le monde, en dépit de difficultés et d'obstacles divers.

Cependant, la réalité est que, malgré les progrès accomplis, il reste encore beaucoup à faire et de nombreux obstacles à surmonter. Le fait que la Décennie internationale s'achève ne doit pas nous amener à relâcher notre engagement en faveur de la promotion d'une authentique culture de paix dans le monde entier. L'Alliance des civilisations s'est révélée un instrument particulièrement utile pour promouvoir le dialogue et l'entente, ainsi que pour faire face aux défis de notre époque. Le quatrième Forum de l'Alliance des civilisations, qui doit se tenir à la fin de 2011 à Doha (Qatar), nous ouvrira de nouveaux horizons et nous permettra de continuer à œuvrer sans relâche et avec détermination pour la promotion d'une culture de la paix qui puisse véritablement et efficacement transcender les différentes perspectives ou approches dans le cadre d'une action conjointe en faveur de notre humanité commune.

**M. Valero Briceño** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Madame la Présidente, je voudrais vous féliciter pour la façon dont vous dirigez nos travaux et vous souhaiter plein succès dans votre tâche.

La République bolivarienne du Venezuela salue les nombreuses initiatives qui sont menées dans le monde pour promouvoir le dialogue et l'entente entre les civilisations.

Ces derniers jours, les rues de New York ont été le théâtre de manifestations virulentes contre la construction d'un centre culturel islamique à proximité de ce qui est connu sous le nom de « Ground Zero ». D'après les médias nationaux et internationaux, les opposants à ce projet criaient « pas de mosquée, en aucun cas ». Certains portaient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire le mot « charia », écrit à la peinture rouge, pour symboliser des traces de sang.

En septembre dernier, un prédicateur a menacé de brûler le Saint Coran lors d'une cérémonie publique. En outre, un centre islamique de Californie a été recouvert d'affiches portant les inscriptions « Réveille-toi Amérique, l'ennemi est ici » ou « Nous ne voulons pas de temples du Dieu terroriste près du Ground

Zero ». À Nashville, au Tennessee, une mosquée en construction a été incendiée.

Dix ans après les tristes attentats du 11 septembre, le sentiment antimusulman continue de croître aux États-Unis et en Europe. Des dirigeants politiques racistes et xénophobes du Tea Party aux États-Unis accusent les musulmans d'adorer – et je cite le *New York Daily News* – « le Dieu singe des terroristes ».

Le dimanche 10 octobre dernier, le *New York Times* a publié un long article indiquant qu'il existe dans ce pays un noyau dur de personnes et d'organisations dont l'influence s'élargit et qui se consacrent « à propager la peur de l'islam et à déshumaniser les musulmans ».

L'universitaire canadien éminent, Michael Chossudovsky, a dit dans un article intitulé « La diabolisation des musulmans et la bataille pour le pétrole » :

« La diabolisation est employée contre un ennemi qui possède les trois quarts des réserves pétrolières mondiales. "L'axe du mal", les "États voyous", les "États défaillants", les "terroristes islamiques" : la diabolisation et le dénigrement sont les piliers idéologiques de la "guerre contre le terrorisme" livrée par les États-Unis. Ils servent de *casus belli* pour guerroyer dans la bataille pour le pétrole. La bataille pour le pétrole exige la diabolisation de ceux qui le possèdent. L'ennemi est présenté comme mauvais, dans le but de justifier l'action militaire qui inclut le massacre de civils ».

L'une des pires conséquences des événements du 11 septembre 2001 a été une augmentation perceptible de l'intolérance. Certains associent, ce qui est déplorable, le terrorisme aux Arabes, aux musulmans ou à l'islam. Ils ont recours à une fausse dichotomie : l'Orient contre l'Occident. Le politologue néoconservateur, Samuel Huntington, avait annoncé qu'après la guerre froide, « le choc des civilisations dominera[it] la politique mondiale ».

Nous estimons que ces préjugés n'ont rien à voir avec la réalité. Ni en Orient ni en Occident, les intégrismes politiques ou religieux ne sont des facteurs déterminants de la civilisation. Cette approche réductrice sous-estime la dynamique interne et la pluralité de chaque civilisation.



Le monde islamique se caractérise par la richesse et la diversité de son espace historico-culturel et de son aire géopolitique. Il se compose d'une communauté d'environ 1,6 milliard de croyants, dont 320 millions d'Arabes. Ces croyants sont dispersés dans 57 pays, dont 22 sont arabes, 1 est perse, 13 appartiennent à l'Afrique subsaharienne, 7 sont asiatiques de la région indo-pacifique, 3 sont européens et 7 sont des républiques islamiques de l'ancienne Union soviétique. Tous ces pays ont des particularités politiques, sociales et culturelles, qui représentent des espaces de liberté et de souveraineté riches, divers et pluriculturels.

L'être humain s'enrichit grâce à la diversité et parvient, grâce à elle, à la plénitude sociale. La pluralité est l'expression d'un large éventail de possibilités, et renforce la liberté et l'égalité. La splendide richesse de l'espèce humaine s'est déployée dans une communion fructueuse avec des milliards d'organismes de l'écosystème.

Les rêves font partie de la réalité, car ils inspirent les luttes pour l'existence et la préservation de l'humanité. Même si ces rêves ne sont pas identiques, leurs chemins peuvent se croiser et ils peuvent se reconnaître les uns les autres.

Alors que la violence, le racisme, la xénophobie représentent la négation la plus absolue du dialogue, en revanche le dialogue ouvre des voies d'entente et constitue une condition indispensable de la coexistence pacifique des nations et des peuples. Le dialogue implique la tolérance et le respect de l'autre. Mais il ne peut y avoir de dialogue pour le dialogue. Ce n'est pas une fin en soi. C'est plutôt un chemin à suivre; une autre solution pour édifier une société fondée sur la justice, l'équité, l'égalité, la liberté et la solidarité. Le dialogue, qui n'exclut pas le débat et les divergences, est indispensable pour instaurer la paix et garantir la dignité humaine.

Inciter à la haine et à la discrimination est un délit. La Convention américaine relative aux droits de l'homme dispose en son article 13 :

« Sont interdits par la loi toute propagande en faveur de la guerre, tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse, qui constituent des incitations à la violence, ainsi que toute autre action illégale analogue contre toute personne ou tout groupe de personnes déterminées, fondée sur des considérations de race, de couleur, de religion, de langue ou d'origine nationale, ou sur tous autres motifs ».

Pour sa part, le Programme d'action de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue à Durban (Afrique du Sud) :

« Engage les États, dans leur lutte contre toutes les formes de racisme, à reconnaître la nécessité de lutter contre l'antisémitisme, le racisme anti-Arabe et l'islamophobie dans le monde entier, et prie instamment tous les États de prendre des mesures efficaces pour empêcher la formation de mouvements fondés sur le racisme et des idées discriminatoires concernant les communautés en question » (A/CONF.189/12, Programme d'action, par. 150)

Je terminerai par cette question : que faisons-nous à l'ONU pour empêcher ces formes odieuses de discrimination contre les êtres humains, les cultures et les civilisations de continuer à se propager?

**M. Borg** (Malte) (*parle en anglais*) : Les deux questions de l'ordre du jour examinées par l'Assemblée à cette séance plénière, à savoir « le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations » et « la culture de la paix » sont mutuellement inclusives et complémentaires. Je voudrais saisir cette occasion pour remercier et féliciter le Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations, l'ancien Président Sampaio, pour l'esprit d'initiative et la ténacité remarquables dont il a fait preuve pour maintenir la dynamique de l'Alliance, attirer de nouveaux membres et forger un consensus parmi les participants et atteindre certains de ses objectifs.

Malte estime que le dialogue entre les cultures et les civilisations est essentiel pour édifier un avenir meilleur – quelles que soient nos origines ou nos convictions – et que c'est un outil important de renforcement du dialogue et un moyen de coopération entre les pays et dans les pays du Groupe des Amis de l'Alliance.

Je voudrais axer ma déclaration sur la façon dont Malte contribue au renforcement du dialogue entre les civilisations dans sa propre région, la Méditerranée.

La Méditerranée est connue comme une région qui a une expérience unique marquée par des similitudes, une histoire commune et des cultures qui se confondent, ce qui contribue aux objectifs de l'Alliance des civilisations, soit lutter contre les

divisions, la polarisation et l'extrémisme au sein des sociétés et entre elles.

Compte tenu des tensions récurrentes qui menacent la paix et la sécurité dans la région de la Méditerranée et au-delà, il est important que toutes les parties prenantes continuent de renforcer le champ d'action mondial de l'Alliance qui, comme l'a noté à juste titre le Secrétaire général Ban Ki-moon, est la principale instance des Nations Unies s'occupant du dialogue et de la coopération entre les cultures.

Une approche fondée sur des contacts directs entre les peuples doit continuer de guider nos efforts, en particulier ceux qui visent à renforcer l'action et la coopération sur le terrain en vue de semer les graines de la réconciliation et de l'entente.

Dans trois semaines, du 8 au 9 novembre, Malte accueillera la première conférence régionale pour la Méditerranée de l'Alliance des civilisations. En tant que membre actif du Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations, Malte entend veiller à ce que l'Alliance soit fière du résultat de cette conférence, notamment pour ce qui est du renforcement de la bonne gouvernance, ainsi que de la diversité culturelle et du dialogue interculturel dans et entre les États méditerranéens.

En effet, lors de cette première conférence régionale pour la Méditerranée seront adoptés la première stratégie régionale pour la Méditerranée et un plan d'action ouvrant la voie à des initiatives et des projets novateurs visant à renforcer le dialogue et la coopération entre les cultures.

Les principaux objectifs de la stratégie sont de contribuer aux efforts généraux en cours visant à rassembler les acteurs culturels, économiques, sociaux et politiques concernés des deux côtés de la Méditerranée, à promouvoir l'entente mutuelle et à améliorer la façon dont ils se perçoivent les uns les autres. Elle vise également à apaiser les tensions et à combler les clivages, à renforcer la sécurité et le développement humain et à promouvoir des relations de bon voisinage entre les sociétés, les institutions et les habitants de la région méditerranéenne.

La première conférence régionale pour la Méditerranée servira de cadre à des échanges ouverts et francs entre les représentants de la région méditerranéenne et laissera, il faut l'espérer, une marque indélébile sur le processus de dialogue interculturel de l'Alliance.

Malte a toujours été attachée à la promotion du dialogue entre les cultures de la Méditerranée et poursuit cet objectif, depuis qu'elle a rejoint le concert des nations. De fait, Malte n'a jamais manqué de contribuer au renforcement de ce dialogue entre partenaires.

À cet égard, Malte joue également un rôle actif dans l'Union pour la Méditerranée (UPM). Fermement convaincue que le dialogue et la coopération contribuent notablement à la stabilité et à la sécurité de la région euroméditerranéenne, Malte a, dès le début du dialogue euroméditerranéen, affirmé le rôle central des objectifs de l'Union dans tout succès obtenu par ce nouveau partenariat.

Malte a eu le privilège et l'honneur de nommer un Vice-Secrétaire général pour la conférence et d'être chargée des affaires sociales et civiles, domaine qui présente sans aucun doute un intérêt vital pour tous les partenaires de l'Union et qui contribuera à renforcer le dialogue dans la Méditerranée.

Malte a également l'honneur d'accueillir le siège de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) qui rassemble les parlements de tous les pays qui bordent la Méditerranée. L'Assemblée a été créée pour regrouper tous les États riverains de la Méditerranée sur un pied d'égalité au sein d'une instance unique œuvrant pour le bien commun, afin d'examiner des questions intéressant directement les pays de la région et de prendre des décisions à leur sujet.

La principale mission de l'Assemblée est de rassembler les représentants des peuples de la Méditerranée afin de promouvoir la coopération, le dialogue et l'entente mutuelle. À cet égard, ma délégation a eu le privilège d'être coauteur avec la délégation Française, de la résolution 64/124 de l'Assemblée générale, adoptée en décembre 2009, qui a octroyé le statut d'observateur à l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée, lui permettant ainsi de participer aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale (A/64/567).

La cinquième session plénière de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée qui aura lieu dans 10 jours, du 28 au 30 octobre 2010 à Rabat (Maroc) sera une nouvelle occasion pour les parlementaires des États riverains de la Méditerranée de faire part de leurs initiatives, leurs idées, leurs propositions et leurs solutions dans le cadre de la recherche constante d'une diplomatie parlementaire interculturelle afin

d'instaurer une paix et une prospérité durables pour tous les citoyens de la Méditerranée.

Malte est fermement convaincue qu'en tant qu'États Membres de l'ONU, fiers de notre histoire et de notre héritage, nous pouvons et nous devrions faire preuve d'une plus grande volonté politique de consolider ce que nous avons accompli jusqu'à présent et d'unir nos efforts de manière à promouvoir ensemble, et de manière constructive, un dialogue fructueux entre et parmi les partenaires de différentes régions.

La vocation de Malte reste la lutte contre les préjugés et les obstacles qui empêchent et compromettent les échanges harmonieux entre des peuples divers par les origines socioculturelles et les croyances religieuses. Le pont que nous sommes en train de construire devrait reposer sur les piliers solides que sont l'entente et le respect mutuels. Pour atteindre cet objectif, il faut mener une action concertée dans le cadre d'un processus qui soit suffisamment visible pour gagner la sympathie et l'adhésion de nos peuples.

**M. Ali** (Soudan) (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer la satisfaction de ma délégation, devant de l'inscription de ces deux points à l'ordre du jour de notre session cette année. Le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations et la culture de paix sont deux sujets très importants, compte tenu de la responsabilité générale qui incombe à l'Assemblée de promouvoir une culture de paix et de consolider les principes du dialogue et de la coexistence.

Les conflits et les affrontements qui se sont produits récemment dans le monde mettent en lumière l'importance de notre discussion sur le dialogue entre les civilisations, en vue de consolider les valeurs de la paix et de la coexistence. À cet égard, nous prenons note de nombreuses initiatives et des recommandations auxquelles elles ont abouti et qui, nous l'espérons, seront mises en œuvre. Nous voudrions également relever en particulier les initiatives prises par les dirigeants du Mouvement des pays non alignés lors d'une réunion tenue à Manille, (Philippines), en mars dernier.

Ces résultats sont le fruit d'efforts constants déployés par de nombreux pays, notamment l'Égypte, l'Indonésie, l'Iran, le Maroc, le Pakistan, le Qatar, le Sénégal et le Soudan. À cet égard, je voudrais rappeler la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale qui s'est tenue en novembre 2008 à New York à l'initiative

du Serviteur des deux Lieux saints, le Roi Abdullah Bin Abdulaziz Al Saud. Cette réunion s'inscrivait dans le cadre du processus, lancé à La Mecque et poursuivi à Madrid, visant à faire en sorte que les mêmes nobles objectifs dont nous débattons aujourd'hui deviennent des réalités concrètes.

Nous voudrions souligner l'importance des efforts consentis ces dernières années dans les différentes instances concernées. Ils sont l'expression de la détermination de notre peuple à accepter le dialogue entre les civilisations comme pilier de la coopération et de la coexistence. Ces efforts expriment également le rejet par notre peuple du conflit des civilisations et des cultures prôné par certaines personnes mal inspirées.

Au Soudan, nous estimons que si différentes races, tribus, ethnies, couleurs et langues ont été créées, c'est pour mieux coopérer, interagir et partager – pour le bien de l'humanité. Nous rejetons et condamnons donc résolument les pratiques apparues récemment de profanation des symboles religieux. Nous rejetons également les idées de supériorité de tel ou tel groupe, ainsi que les appels à la profanation de symboles religieux, d'êtres vénérés ou de livres saints, sous le couvert de la liberté d'expression. Nous n'acceptons pas que celle-ci serve à justifier de tels comportements.

Grâce à la mondialisation, le monde dispose de mécanismes et de possibilités exceptionnels de communication, mais ces derniers peuvent être utilisés à des fins négatives si nous, en tant que pays, organisations gouvernementales ou organisations de la société civile, ne cherchons pas à promouvoir une entente internationale qui renforce le respect mutuel et facilite l'instauration d'une culture de la paix et du dialogue, de manière à construire des passerelles plutôt que des murs.

À cette fin, nous appelons la communauté internationale et les partisans du dialogue à appuyer les activités et les efforts de l'Alliance des civilisations. Nous notons cependant que le Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations a dit que l'Alliance manquait de ressources, ce qui fait obstacle à la mise en œuvre des objectifs fixés par l'Assemblée dans de nombreuses résolutions.

La sagesse dont ont fait preuve les dirigeants et les fils patriotiques du Soudan a permis de mettre un terme à la guerre civile la plus longue d'Afrique depuis la fin de la période coloniale, dont notre peuple a

hérité, de génération en génération. Cette réussite a connu son apothéose avec la signature de l'Accord de paix global en 2005, qui consacre les principes de paix et de dialogue entre les populations du Soudan. Dans les mois qui viennent va se jouer le dernier chapitre de la mise en œuvre de l'Accord, lorsque la population du Sud-Soudan exercera son droit à l'autodétermination. À cet égard, mon Gouvernement est résolu à permettre à ce processus de se dérouler de manière démocratique et transparente, en donnant à tout citoyen le droit d'exprimer son opinion librement et en toute équité.

Mon pays poursuivra également ses efforts pour négocier avec les rebelles du Darfour à Doha, sous les auspices de S. A. Cheikh Hamad bin Khalifa, l'Émir du Qatar. À cet égard, nous exhortons la communauté internationale à appeler les dirigeants du Darfour qui refusent de participer aux négociations de Doha à le faire et d'œuvrer ainsi pour la paix. Nous exhortons aussi en particulier les pays qui accueillent des dirigeants rebelles à faire comprendre à ces derniers qu'ils doivent d'urgence participer aux négociations.

Au Soudan, le thème de la culture de paix, qui retient toute l'attention des médias, des écrivains et des poètes, est désormais inscrit dans nos programmes scolaires. Nous avons mis en place des centres de recherches et d'études sur les questions de la paix et du dialogue, dans le but de servir notre peuple, nos voisins et le reste du monde.

L'instauration d'une culture de paix et de dialogue entre les civilisations est inséparable des objectifs du Millénaire pour le développement, qui visent à promouvoir le dialogue entre le Nord et le Sud et entre les pays les plus développés et les moins avancés. Cela aiderait indubitablement à aller au-delà des conflits nationaux, régionaux et internationaux et à invalider les prétextes auxquels recourent ceux qui rejettent l'autre pour des motifs de race, de religion, de culture et de civilisation.

Cette volonté doit être concrétisée par un dialogue entre les dirigeants et par des échanges constructifs entre les jeunes, ainsi qu'en inculquant cette culture de la paix à nos enfants.

Nous devons nous laisser guider par la tolérance qui fait partie de notre foi pour rester fidèles à notre objectif, la paix mondiale, à laquelle toutes les religions, les cultures et les civilisations aspirent, dans le respect des principes de paix, de tolérance et de coexistence. À cet égard, ma délégation attend avec

grand intérêt la conférence qui se tiendra à Doha (Qatar) fin 2011.

**M. Nickels** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis sont reconnaissants de l'occasion qui leur est donnée de prendre la parole sur les points importants de l'ordre du jour relatifs à la culture de paix.

L'année 2010 signe la fin de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde. Nous saluons le travail accompli par l'UNESCO, l'UNICEF et d'autres institutions et organismes des Nations Unies au fil de cette décennie.

Les États-Unis appuient les efforts faits dans le monde entier pour créer des cadres d'échanges dans lesquels des personnes d'opinions différentes peuvent dialoguer. C'est pourquoi nous avons rejoint l'Alliance des civilisations et c'est également la raison pour laquelle nous appuyons les initiatives telles que le projet de résolution présenté par la Jordanie cette année sur une Semaine mondiale de l'harmonie interconfessionnelle (A/65/L.5 et Add.1).

Les États-Unis estiment que la paix pourra être instaurée lorsque les peuples, les religions et les races se comprendront et s'accepteront mutuellement et rejetteront la violence et la haine nées de l'intolérance. Promouvoir la diversité religieuse et culturelle et réaffirmer l'entente mutuelle – tels sont les piliers d'une paix véritable et durable. Les États-Unis affirment sans équivoque que la liberté d'expression et le dialogue entre les cultures et les religions sont essentiels pour lutter contre l'intolérance et promouvoir la coexistence pacifique.

Bien que la Décennie pour une culture de paix touche à sa fin, nous attendons avec impatience la prochaine décennie et les occasions renouvelées de dialogue qu'elle nous offrira. Comme l'a dit le Président Obama dans son discours au Caire en 2009 :

« Nous partageons tous cette planète pendant un court instant. À nous de décider si nous passons ce temps à nous concentrer sur ce qui nous sépare ou si nous nous engageons à faire ce qu'il faut – de façon soutenue – pour trouver un terrain d'entente, pour nous concentrer sur l'avenir que nous désirons pour nos enfants, et pour respecter la dignité de tous les êtres humains. »

**M. Dwivedi** (Inde) (*parle en anglais*) : C'est pour moi un grand honneur et un privilège de participer au débat conjoint d'aujourd'hui sur les points de l'ordre du jour intitulés « Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations » et « Culture de paix ».

Alors que la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde touche à sa fin et que nous célébrons l'Année internationale du rapprochement des cultures en cette année 2010, nous avons l'occasion de faire le point globalement sur les progrès accomplis jusqu'à présent et d'évaluer les difficultés que nous réserve l'avenir.

Je voudrais exprimer nos sincères remerciements et notre reconnaissance au Secrétaire général pour son rapport détaillé sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations (A/65/269) et au Directeur général de l'UNESCO pour son rapport intitulé « Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde (2001-2010) » (A/65/299).

Dans le monde d'aujourd'hui, nous sommes les témoins de la montée de l'extrémisme et de l'intolérance, d'accès de violence sectaire et d'un recours accru à des propos haineux et violents. Tout cela menace gravement les fondements mêmes de notre société. L'interdépendance et l'interaction croissantes de notre monde ont aussi, peut-être, accentué les lignes de fracture dans notre société. Le développement économique et technologique s'accélère mais on ne peut malheureusement pas en dire autant du développement éthique, moral et culturel de notre société. En effet, c'est à notre époque que s'est développé le fléau du terrorisme.

L'environnement dans lequel nous vivons aujourd'hui se caractérise aussi par les inégalités, la misère et l'exploitation, ce qui ne permet guère d'établir les fondements d'une paix et d'un développement durables. Conscients de cette triste réalité, notre ancien Premier Ministre, Shrimati Indira Gandhi, avait indiqué dès 1972, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement humain, que la pauvreté et le besoin étaient les pires des pollueurs. Cette déclaration avait stimulé un débat mondial sur la nécessité de faire en sorte que l'élimination de la pauvreté et les impératifs de développement restent, avec les défis environnementaux, au centre de nos efforts en faveur du développement durable.

Le dialogue entre les cultures et les religions est une nécessité et un des éléments fondamentaux pour mieux appréhender les contradictions apparentes et les approches divergentes qui existent aujourd'hui dans nos sociétés. Nous devons créer un environnement qui soit propice à la promotion du dialogue entre les diverses cultures, races, croyances et religions, et qui inculque les valeurs favorisant le passage de la force à la raison et du conflit et de la violence au dialogue et à la paix.

Le dialogue entre les différentes cultures et religions est également important parce que c'est précisément en l'absence de dialogue et d'entente que l'intolérance, le fanatisme et la violence prospèrent. Voilà pourquoi les idéologies extrémistes, la violence et le terrorisme se développent dans un monde où nous semblons nous éloigner du dialogue et de la compréhension. Il est incontestable que le terrorisme, qui est une manifestation de l'extrémisme, de l'intolérance et de la violence, est l'antithèse de toutes les religions. Aucune religion ne tolère la violence ou le meurtre d'êtres humains. Il est donc impératif que les nations du monde agissent de façon concertée pour lutter contre la menace du terrorisme et de l'extrémisme, qui sont une abomination pour les sociétés modernes.

Toutes les grandes religions du monde représentent fondamentalement le postulat de la philosophie indienne, à savoir que « la vérité est une, le sage la désigne par différents noms ». La compassion, la pitié et la tolérance sont les valeurs communes à toutes les grandes religions du monde. Nous devons apprendre à vivre notre foi avec intégrité tout en se respectant et en s'acceptant mutuellement.

L'Inde, la plus grande démocratie au monde, une nation d'une diversité exceptionnelle avec plus d'un milliard d'habitants, est le deuxième pays le plus peuplé au monde. Si en Inde la majorité de la population indienne est bien sûr hindouiste, elle compte aussi l'une des plus grandes populations musulmanes au monde. Un très grand nombre d'adeptes de quasiment toutes les autres grandes religions du monde trouvent leur place en Inde, qu'ils soient chrétiens, bouddhistes, sikhs, jainistes, zoroastriens ou bahaïs. L'Inde est le berceau du jainisme. Gautama Buddha a donné son premier sermon à Sarnath, éminent centre de la philosophie indienne, après avoir atteint l'illumination à Bodh Gaya.

L'histoire de l'Inde est, fondamentalement, un recueil de conversations entre différentes civilisations et, en fait, de conversations avec la nature elle-même. On trouve en Inde des dizaines de langues, des centaines de dialectes, des milliers de cuisines et un mélange de races, de couleurs, de paysages et de cultures. Cette assimilation et ce rassemblement des diversités ont contribué à la richesse de notre culture composite et de la durabilité de notre civilisation. Dans notre héritage civilisationnel, la nature est une source de culture et une grande valeur est attribuée à la vie en harmonie avec la nature. Les Vedas sont les dépositaires du développement holistique de l'être humain en totale harmonie avec son environnement.

L'idée que le monde entier est une seule et même famille se trouve en filigrane dans nos contacts et échanges constants avec le monde extérieur. Les nobles principes de vie et de spiritualité, notamment la non-violence, ont influencé des générations successives dans le monde entier. Les contacts entre l'Inde et l'Occident remontent au temps de la Grèce antique. Il y a des milliers d'années, les contacts entre ces deux civilisations ont donné lieu à l'art raffiné du Ghandara. Le contact de l'Inde avec l'islam a donné naissance à la magnifique culture indo-islamique, qui comprend les remarquables valeurs humaines du soufisme. De fait, l'Inde n'aurait pas réussi à maintenir et à consolider une identité indienne composite si les Indiens n'avaient pas pratiqué la tolérance et n'étaient pas déterminés à vivre en paix.

Le père de notre nation, mahatma Gandhi, a été le plus grand apôtre de la paix et de la non-violence. Nous sommes profondément convaincus que Gandhi ne représente pas seulement le passé, mais l'avenir aussi. Voilà ce qu'il a dit,

« Je ne veux pas que ma maison soit murée de toutes parts, ni mes fenêtres bouchées. Je veux que les cultures du monde entier soufflent dans ma maison aussi librement que possible. »

Nous croyons qu'aucune religion ou culture n'est supérieure à l'autre, et nous nous sommes toujours enrichis de nos contacts avec diverses civilisations tout au long de notre histoire. En Inde, nous comprenons qu'il est important de forger des alliances entre les religions, les cultures et les groupes ethniques. L'Inde a toujours appuyé tous les efforts visant à établir des ponts d'entente entre les nations, les peuples, les religions et les cultures du monde entier. Nous estimons que pour réussir, le pluralisme doit reposer

fondamentalement sur l'entente mutuelle et le respect des différentes traditions. Ces principes sont également indispensables à un développement harmonieux de tous les segments de la société, notamment quand il s'agit d'assurer l'équité dans le traitement des deux sexes et l'autonomisation des femmes dans le monde entier.

Les efforts mondiaux en faveur de la paix et de la réconciliation ne peuvent aboutir que grâce à une approche collective fondée sur l'engagement, la confiance, le dialogue et la collaboration. Cette approche doit prévaloir à tous les niveaux, national, régional et international. Le seul moyen d'atteindre cet objectif est d'envisager sous un nouvel angle le dialogue et l'harmonie entre diverses cultures, races, croyances et religions afin que tous les êtres humains puissent réaliser leur rêve collectif de vivre dans une société mondiale saine et pacifique.

**M. Jomaa (Tunisie) :** L'avenir de la sécurité, de la stabilité et du développement dans le monde est tributaire de la consécration des principes de compréhension mutuelle et de tolérance entre les peuples. L'institution d'un partenariat international pour le dialogue, la coopération, la paix et le développement, consacrant la communication entre toutes les nations, partout dans le monde, indépendamment de la couleur, de la race, de la religion ou de la langue, est certes primordiale pour l'instauration de la paix et de la sécurité.

Nous nous devons de rappeler que les pages les plus sombres de l'histoire de l'humanité, et les crimes les plus atroces commis à son encontre, puisaient essentiellement leur source dans les doctrines de supériorité raciale et de syndromes de grandeur civilisationnelle et culturelle. Ce sont des doctrines et des syndromes qui ont perdu de vue cette vérité qui fait qu'un homme reste un homme, qu'il ait la peau blanche, noire ou jaune, qu'il soit musulman, juif ou chrétien. Ils ont également fait abstraction du fait que la civilisation humaine est un produit commun puisant dans des sources diverses, grandissant et s'épanouissant à la faveur des apports de divers affluents venant de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Sud; et que la culture humaine, elle aussi, a des origines et des couleurs multiples, qu'elle a évolué et pris de l'ampleur grâce à des créations linguistiques, littéraires, intellectuelles et artistiques de peuples de tous les continents.

Le dialogue que la Tunisie souhaite et préconise de consacrer dans les relations internationales ne peut

réussir que dans la mesure où chacun de nous, à l'Est ou à l'Ouest, s'attache à initier, en premier lieu, son propre pays, à la culture du dialogue, de la tolérance et des droits de l'homme, à travers les programmes d'éducation et d'enseignement, tout autant que dans les activités des composantes du tissu associatif, dans les programmes des moyens d'information et de communication, et surtout auprès des jeunes et des femmes, afin d'ancrer cette culture dans les relations humaines et d'en faire une conviction inaltérable dans la réflexion et le comportement de toutes les sociétés humaines.

C'est bien ce que la Tunisie a pris l'initiative de faire, depuis le début des années 90 du siècle dernier, en réaménageant dans ce sens les programmes de l'éducation et de l'enseignement, en instituant un prix mondial de la solidarité et un prix mondial pour l'encouragement des études islamiques prônant la modération, le juste milieu et la pensée éclairée, et en accueillant maintes rencontres et conférences régionales et internationales axées sur le dialogue des civilisations et la solidarité internationale, et qui ont été à l'origine d'un ensemble éloquent de pactes et d'appels à ce sujet.

Il est également indispensable dans ce contexte de s'employer à combattre les phénomènes de pauvreté et d'analphabétisme, la maladie, le chômage, l'enclavement et la marginalisation, et cela avec toute la détermination et la persévérance dont nous sommes capables, pour trouver des remèdes à ces phénomènes et en extirper les racines, en fonction des moyens et des conditions de chaque pays.

Partant de la pleine conviction que ce sont ces phénomènes qui constituent, aujourd'hui, pour les pays en développement, un handicap majeur qui les empêche de développer leurs propres potentialités pour pouvoir accéder au progrès et à l'invulnérabilité, M. le Président Zine El Abidine Ben Ali a lancé, en 1999, un appel pour créer un fonds mondial de solidarité en vue de contribuer à l'élimination des disparités et au renforcement de la solidarité entre les peuples, proposition qui a été accueillie favorablement, par l'Organisation des Nations Unies.

Autre initiative tunisienne qui appelle à l'établissement de liens d'amitié, de coopération et d'estime réciproque entre les peuples, quelles qu'en soient les races, les cultures et les confessions : « La chaire Ben Ali pour le dialogue des civilisations et des religions ». Créée en 2001, cette chaire se propose de

participer à l'enrichissement du savoir et à sa diffusion. Elle a pour rôle principal d'encourager la connaissance des autres civilisations et religions. Elle prodigue des encouragements et accorde un appui matériel et moral à des actions qui militent dans le sens du rapprochement des peuples.

Le respect des identités et des spécificités des peuples constitue le meilleur cadre pour l'instauration d'un dialogue équilibré, d'égal à égal, entre les civilisations, les cultures et les religions. De par la pluralité de ses affluents et la densité de ses contenus, la différence culturelle est incontournable pour l'enrichissement de la civilisation humaine. Cependant, la différence ne doit pas justifier la négation ni l'exclusion, mais offrir, bien au contraire, de vastes horizons à la diversité et à l'enrichissement.

La Tunisie réitère du haut de cette tribune sa détermination et sa volonté à coopérer avec toute la communauté internationale pour faire prévaloir un monde de paix, sécurité et prospérité.

**M<sup>me</sup> Chaimongkol** (Thaïlande) (*parle en anglais*) : Il y a moins de trois semaines, nos dirigeants ont réitéré leur volonté de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement. En effet, en l'absence d'une entente et d'un respect mutuels, il sera impossible d'instaurer une paix et un développement durables.

La Thaïlande appuie tous les efforts dont l'objectif est de promouvoir une meilleure entente et d'élargir le dialogue entre les cultures. À cet égard, la Thaïlande prend note du rapport du Secrétaire général (A/65/269) qui met en relief les activités menées à bien dans le cadre de l'Alliance des civilisations et donne une vue d'ensemble des autres initiatives régionales et internationales importantes prises dans ce domaine. La Thaïlande appuie les recommandations qui figurent dans le rapport tendant à ce que les activités relatives au dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations soient rationalisées à l'avenir afin que l'ensemble des efforts menés dans ce domaine soient plus cohérents, plus visibles et plus facilement compris par le public et les acteurs n'appartenant pas à l'ONU.

Je voudrais partager certaines des vues de la Thaïlande.

Premièrement, comme mon ministre des affaires étrangères l'a dit durant le débat général, nous vivons dans un monde de divisions, qu'elles soient politico-sécuritaires, socioéconomiques, numériques ou même

fondées sur les croyances. Nous devons, pour les surmonter, déployer des efforts concertés. L'Alliance des civilisations peut servir à combler ces fossés. Elle devrait également coopérer avec les organismes de l'ONU apparentés, les organisations régionales et les structures pertinentes de dialogue interconfessionnel telles que la Réunion ministérielle extraordinaire du Mouvement des pays non alignés sur le dialogue et la coopération œcuméniques pour la paix et le développement et le Forum tripartite consacré à la coopération œcuménique pour la paix afin de favoriser la compréhension et de prévenir les affrontements.

Deuxièmement, les droits de l'homme sont une priorité de premier ordre pour le Gouvernement thaïlandais et sa politique étrangère. Si les droits de l'homme sont universels, le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations peut favoriser la promotion de ces valeurs, combler les écarts entre des interprétations et des critères divergents et renforcer l'efficacité de leur application dans toutes les cultures et à travers les frontières. Des forums tels que les dialogues œcuméniques et l'Alliance des civilisations peuvent apporter de précieuses contributions à une meilleure entente entre les peuples.

Troisièmement, au niveau régional, la Thaïlande a promu activement une interaction plus étroite et une plus grande compréhension entre les peuples de l'Asie du Sud-Est en renforçant la connectivité des infrastructures régionales. Par le biais de diverses initiatives telles que le Plan directeur relatif à la connectivité des pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Initiative pour un cadre stratégique d'intégration de l'ASEAN, le Couloir économique Est-Ouest, les projets concernant la sous-région du bassin du Mékong et d'autres initiatives bilatérales, la circulation des biens, des services et des personnes permet aux différentes cultures, religions et croyances de mieux se comprendre.

La Thaïlande se tient prête à collaborer étroitement avec l'Assemblée générale, les organismes des Nations Unies et toutes les parties concernées pour promouvoir la coopération interculturelle et interreligieuse.

**M. Balé (Congo) :** Le mythe fondateur de l'Organisation des Nations Unies fut la quête de la paix et la pratique de la tolérance, l'interdiction de l'usage des armes et la promotion du développement économique et social de tous les peuples, pour que jamais ne se reproduise l'une des plus grandes

tragédies que l'humanité ait jamais connues et surtout, pour préserver les générations futures du fléau de la guerre.

C'est ici le lieu de reconnaître l'actualité et la pertinence du sujet qui nous préoccupe aujourd'hui, 10 ans après la proclamation de l'Année internationale de la culture de la paix, et particulièrement en cette année 2010, qui marque la fin de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde.

L'histoire récente postguerre mondiale est si émaillée d'épisodes sanglants et de déchirements qu'aujourd'hui autant qu'hier, la violence continue d'investir notre monde. L'intolérance et le mépris des cultures des uns par les autres ont fait le lit des extrémismes. Le racisme, la xénophobie et le mépris des autres cultures continuent de se nourrir à la mamelle des préjugés raciaux et culturels. La conjonction de crises de diverses natures, économique, financière, sociale, alimentaire, alliée aux effets pervers du changement climatique et à la pauvreté, n'a fait qu'exacerber cette tendance pernicieuse, exposant davantage les plus faibles, les plus vulnérables et les plus pauvres.

Ma délégation voudrait saisir l'occasion de cette tribune pour exprimer l'adhésion du Congo à toutes les initiatives qui visent à promouvoir la culture de paix et à favoriser le dialogue entre les cultures et les civilisations. Le dialogue entre les civilisations et son pendant, le dialogue interreligieux, s'inspirent bien des buts et principes des Nations Unies. C'est pourquoi le Congo salue, une fois de plus, ce nouveau signe des temps et espère que ce dialogue entre les civilisations, que nous appelons de tous de nos vœux, est bel et bien ce chemin qui nous conduira vers ce monde pacifique, juste et prospère auquel nous aspirons tous.

La récente adhésion de mon pays au Groupe des Amis de l'Alliance des civilisations traduit l'engagement du Gouvernement congolais à s'investir activement aux côtés d'autres membres de la communauté internationale dans cette quête de la paix et de la tolérance par le dialogue des civilisations. Le débat de ce jour offre donc une plate-forme d'expression à toutes les civilisations et cultures ainsi qu'à toutes les religions, pour des initiatives conjointes et des partenariats à divers niveaux de nos États, individuellement ou collectivement, et au sein de nos sociétés respectives, afin que les vertus du dialogue et de la tolérance ainsi que le respect de la diversité



culturelle servent la cause de la paix et du développement.

Dans ce contexte, il me plaît de rappeler les vertus incarnées par la tradition africaine de la palabre, qui a toujours donné un espace de dialogue dans la recherche de solutions pacifiques et consensuelles aux différends qui surgissent dans la société. La palabre africaine implique la conciliation des contraires et forge la conscience d'un destin commun.

Les religions, dans leur principe, prônent l'amour du prochain et la tolérance. Mais au cours de leur histoire et encore de nos jours, elles ont été et sont parfois vecteurs de violence et d'intolérance quand elles se laissent emporter par le courant de l'extrémisme. Il nous paraît désormais opportun d'encourager les rencontres des différentes confessions pour que se développe dans un esprit œcuménique un dialogue orienté vers la paix. De telles opportunités devraient permettre à chacune d'elles d'expliquer, de manière plus approfondie, la doctrine de sa communauté religieuse et de montrer clairement ce qui la caractérise. Par ce dialogue constructif devrait s'acquérir une connaissance mutuelle de chaque confession, en même temps qu'une estime plus juste de l'enseignement qu'elle véhicule. Les communautés religieuses viendraient ainsi à collaborer plus largement à toutes sortes d'entreprises qui, selon les exigences des unes et des autres, contribueraient à la réalisation des objectifs communs de paix et de développement.

S. E. M. Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, a fait de la paix son credo politique fondé sur le dialogue. C'est grâce aux vertus du dialogue et de la tolérance que le Congo a pu surmonter les écueils engendrés par une guerre civile sans précédent et recouvrer la paix. Au sortir de ces violences fratricides qui ont endeuillé le pays et détruit son tissu social et économique entre 1997 et 1999, l'organisation de cultes œcuméniques a été expérimentée avec fortune. Ainsi, les prières et supplications, dites avec un seul cœur et en chœur, ont contribué, aux côtés d'autres forces vives de la nation, à surmonter des contradictions qui risquaient encore de replonger le pays dans une autre tragédie. Le Gouvernement a compris la portée bénéfique de cet acte, les communautés religieuses aussi. Ainsi, bien que séparées de l'État, mais placées sur le même piédestal, toutes les confessions religieuses se sont investies pour la cause commune de la paix, prérequis du développement.

Il apparaît donc évident, dans cette entreprise, d'encourager une dynamique de complémentarité entre l'État dans son rôle régalien, en tant que garant de la paix et de la sécurité dans la cité, d'une part, et d'autre part, les confessions religieuses engagées dans un dialogue interreligieux dédié à la conversion des cœurs et des esprits dans le noble but de promouvoir une véritable culture de paix. La conversion est, on le sait, l'un des principes qui conditionnent la religion.

Nous sommes à un tournant symbolique de la fin de la première décennie consacrée à la culture de paix. Cependant, la paix ne peut prospérer et durer que sur le terreau fertile de la justice et de l'égalité, de la tolérance et du respect de la diversité, du progrès et de la prospérité pour tous. À cet égard, le dialogue des cultures et des civilisations et le dialogue interreligieux sont incontestablement des axes qui peuvent servir de ressort à des actions plus coordonnées pour développer une véritable culture de paix.

Ma délégation exprime son appui à la démarche d'une action unifiée, telle que proposée par le Secrétaire général dans son rapport (A/65/269). Ainsi, en instaurant une dynamique cohérente, nous pourrions espérer progresser véritablement vers l'accomplissement du projet des pères fondateurs de cette organisation : la construction d'un monde épris de paix, prospère pour tous, riche de sa diversité et partageant le même idéal.

**M. Barbačić** (Bosnie-Herzégovine) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer par remercier le Secrétaire général de son rapport détaillé sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations (A/65/269). Nous sommes également reconnaissants au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) pour son rapport annuel d'activité sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde (2001-2010). Le dialogue entre les peuples, les cultures, les confessions et les civilisations est essentiel à la croissance de la culture mondiale de la paix.

Nous saluons le rôle moteur joué par l'UNESCO dans la promotion des activités liées à la célébration de l'Année internationale du rapprochement des cultures en 2010. Un nombre impressionnant d'activités – plus de 700 – a été mené à ce titre et différents projets ont été présentés dans des domaines tels que les arts, l'éducation et les centres d'intérêt de la jeunesse. De

nombreuses catégories de la population y ont participé en nombre, en particulier les jeunes.

La Bosnie-Herzégovine se félicite des résultats obtenus par l'Alliance des civilisations, lancée en 2005, et accueillie favorablement par la résolution 60/1. Ces dernières années, l'Alliance a su maintenir sa dynamique, attirer de nouveaux membres, dégager un consensus parmi ses membres et réaliser certains de ses objectifs. La Bosnie-Herzégovine salue également le troisième rapport annuel de M. Jorge Sampaio, Haut-Représentant des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations. Nous apprécions vivement les efforts considérables qu'il déploie pour atteindre les objectifs de l'Alliance et mettre en œuvre sa stratégie axée sur les résultats.

La Bosnie-Herzégovine tient à réaffirmer sa volonté de contribuer activement aux initiatives de l'Alliance des civilisations en tant que membre du Groupe des Amis de l'Alliance. Nous continuons d'appuyer les principes de l'Alliance et les activités qu'elle mène pour promouvoir une culture de paix et le dialogue entre les civilisations, les religions et les cultures car le dialogue peut largement contribuer au renforcement de la compréhension mutuelle et à un plus grand respect de la diversité culturelle.

Nous estimons que la promotion d'un véritable dialogue entre les civilisations est l'un des instruments politiques les plus importants pour consolider la paix et développer la prospérité dans le monde. À cet égard, la Bosnie-Herzégovine appuie pleinement l'approche constructive adoptée par l'Alliance pour traiter les problèmes liés aux relations mondiales actuelles.

Je suis fier d'informer l'Assemblée générale que la Stratégie régionale sur le dialogue entre les cultures et la coopération en Europe du Sud-Est – la toute première stratégie élaborée dans le cadre de l'Alliance – a été adoptée en décembre dernier à Sarajevo. Cela démontre clairement une volonté de renforcer la coopération régionale entre les pays d'Europe du Sud-Est. Les hauts-représentants de 14 pays de la région ont donné la preuve de leur attachement à la promotion de relations de bon voisinage en vue de consolider les ponts entre les peuples et les communautés en favorisant le dialogue interculturel.

Le plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie a été présenté en mai de cette année. À la même période, une stratégie régionale pour la région méditerranéenne a été établie; ce document servira, au sein de l'Alliance des civilisations, de base de travail

sur l'amélioration du dialogue euroméditerranéen dans la région au cours des quatre prochaines années. La Bosnie-Herzégovine appuie pleinement les activités coordonnées prévues dans la stratégie pour la région méditerranéenne et exprime l'espoir que le plan d'application de cette stratégie, qui vise à mettre en place des partenariats régionaux entre les peuples et les nations, contribuera à améliorer la coopération et à renforcer la stabilité et le développement dans la région. Nous attendons donc avec intérêt la conférence ministérielle prévue en novembre au cours de laquelle la nouvelle stratégie devrait être adoptée.

Il est de la plus haute importance pour mon pays d'instaurer un dialogue poussé entre les cultures et les religions pour promouvoir la tolérance et la paix. Nous reconnaissons que la protection du patrimoine culturel et le libre exercice de la religion dans le respect des traditions figurent parmi les droits fondamentaux essentiels à la réalisation d'une paix globale. En Bosnie-Herzégovine, nous avons également pris conscience que le dialogue doit être mené dans un cadre politique où prévalent la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits de l'homme et de la dignité de l'individu. Nous sommes pleinement conscients que sans un dialogue ouvert, il ne saurait y avoir de véritable réconciliation. À cet égard, la Bosnie-Herzégovine accueille favorablement et appuie toutes les résolutions en faveur du dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations.

Nous nous félicitons des progrès accomplis ces dernières années par l'Alliance des civilisations en ce qui concerne des projets tels que l'Année internationale de la jeunesse, placée sous le thème du dialogue et de la compréhension mutuelle. Cette initiative contribuera à promouvoir les idéaux de paix et de solidarité auprès de toutes les générations, cultures, religions et civilisations.

En outre, nous devons absolument œuvrer de concert pour accroître la visibilité de l'Alliance dans les médias et l'aider à atteindre ses objectifs. La mise en œuvre d'une stratégie de communication plus efficace est l'un des objectifs prioritaires qu'il convient de mieux définir. Nous nous félicitons de l'issue du troisième Forum de l'Alliance des civilisations, organisé à Rio de Janeiro, qui a réaffirmé le rayonnement mondial de l'Alliance en tant qu'instance des Nations Unies s'occupant du dialogue et de la coopération entre les cultures. Nous ne doutons pas que le quatrième Forum, que le Gouvernement qatari accueillera en 2011, permettra également de trouver

d'autres moyens efficaces de renforcer la coopération et le dialogue interculturel.

**M. Bame** (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier le Président d'avoir organisé ce débat conjoint sur le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations et sur la culture de la paix. Je voudrais aussi remercier le Secrétaire général pour son rapport (A/65/269) sur les points de l'ordre du jour à l'examen. Ma délégation estime que ce rapport nous permet d'être informés des activités menées par l'ONU et les entités qui y sont rattachées en matière de dialogue entre les civilisations, les cultures et les religions.

Ma délégation s'associe pleinement à la déclaration faite au nom du Mouvement des pays non alignés.

Nous devrions nous rappeler que la Déclaration du Millénaire, adoptée en septembre 2000 (résolution 55/2), indique clairement que la tolérance est une des valeurs fondamentales qui doivent sous-tendre les relations internationales au XXI<sup>e</sup> siècle, y compris en promouvant activement une culture de paix et le dialogue entre toutes les civilisations. Dans la Déclaration, il est également indiqué que la mondialisation a multiplié les liens et renforcé l'interdépendance entre les cultures et les civilisations.

À cet égard, la célébration, en 1999, de l'Année des Nations Unies pour le dialogue entre les civilisations a mis en évidence le fait que la mondialisation n'est pas simplement un processus économique, financier et technologique pouvant présenter des avantages considérables; elle nous met aussi au défi de préserver et de célébrer la riche diversité culturelle de l'humanité et des civilisations autochtones.

La promotion du dialogue entre les civilisations comme moyen de réduire les clivages dans les relations entre les nations permettrait de régler plus facilement les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui, qu'ils soient d'ordre politique ou autre. Nous devons garder à l'esprit que les efforts en faveur de la paix et de la prospérité qui sont faits au niveau international donneraient de bons résultats si les peuples du monde cultivaient le dialogue sur le plan culturel. Nous pensons que ce moyen de communication peut favoriser la compréhension et le respect entre et parmi des peuples aux traditions différentes.

Pour nous en Éthiopie, la coexistence de différents peuples et la tolérance traditionnelle entre les différentes cultures et confessions font partie de notre patrimoine et de notre mode de vie peu communs. D'ailleurs, nous estimons même que c'est une question de survie nécessaire à l'unité permanente de la nation, dans les épreuves comme en cas d'agression étrangère. Nous sommes convaincus que notre expérience de coexistence pacifique des différentes communautés éthiopiennes pourrait servir de modèle à d'autres pays et aider tous les peuples à vivre en paix.

La Constitution fédérale éthiopienne repose solidement sur une série de principes, dont celui qui consiste à reconnaître et à protéger les identités et les droits de chacun et à garantir la participation et la représentation intégrales de toutes les nations et nationalités aux activités politiques et socioéconomiques du pays, sans pour autant remettre en cause notre attachement à la promotion de l'unité dans la diversité.

L'Éthiopie prend actuellement des mesures concrètes pour promouvoir le dialogue. Une conférence de haut niveau sur le rôle de la religion dans la consolidation de la paix et le développement a été organisée à Addis-Abeba les 16 et 17 juin 2008. Elle s'est déroulée en présence du Président de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, de chefs religieux, de représentants du Gouvernement, de universitaires et de représentants d'organisations de la société civile.

Il convient aussi de mentionner que le Gouvernement éthiopien, en collaboration avec le Gouvernement espagnol et l'Union européenne, a l'intention d'organiser un séminaire sur le dialogue interreligieux en novembre 2010. Le séminaire rassemblera des représentants des gouvernements fédéral et régional, des représentants d'institutions religieuses, des notables, des universitaires et des organisations de la société civile. Le séminaire devrait permettre de faire connaître et promouvoir l'initiative de l'Alliance des civilisations dans les milieux politiques, dans la société civile et dans les milieux universitaires éthiopiens.

Nous sommes parfaitement conscients qu'une paix et une prospérité durables ne peuvent être assurées que grâce à un processus de dialogue permanent entre les divers points de vue et intérêts. L'Éthiopie est fermement résolue à faire progresser les objectifs de l'Alliance des civilisations qui a été lancée en 2005 à l'initiative des Gouvernements espagnol et turc et sous

les auspices de l'ONU. Je me réjouis d'annoncer que l'Éthiopie, en tant que membre de l'Alliance, est en train d'élaborer actuellement son plan d'action national pour l'Alliance des civilisations.

Pour terminer, je tiens à assurer de nouveau l'Assemblée que l'Éthiopie restera toujours fermement attachée aux objectifs de l'Alliance et continuera de jouer un rôle actif dans l'action capitale menée au niveau mondial en faveur du dialogue entre les civilisations.

**M. Solón** (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : L'État plurinational de Bolivie se félicite sincèrement de ce débat sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations.

La Bolivie est un pays qui promeut la culture de paix, comme le prévoit l'article 10 de la nouvelle Constitution politique de l'État, qui rejette toute forme d'agression et de guerre pour régler tout type de conflit.

La Bolivie est un pays qui encourage la rencontre des civilisations et des cultures. C'est précisément pour cette raison que, dans la nouvelle Constitution politique de l'État, le nom du pays est devenu État plurinational de Bolivie. Nous reconnaissons en effet que 36 nations vivent sur le territoire bolivien, 36 peuples qui possèdent tous les mêmes droits, méritent la même reconnaissance et sont tous égaux aux yeux de l'État. C'est pourquoi notre État a pris le nom d'État plurinational de Bolivie.

Selon nous, les nations du monde entier se transforment de plus en plus en États plurinationaux, c'est-à-dire en nations regroupant un ensemble de civilisations et de peuples aux cultures et aux religions différentes. Nous devenons de plus en plus plurinationaux au sein de nos propres pays.

La Bolivie est un pays qui lutte vigoureusement contre la discrimination et le racisme, parce que la vaste majorité de notre population autochtone a souffert pendant des siècles de la discrimination et du racisme. C'est pourquoi nous avons adopté cette année une loi contre la discrimination et le racisme, qui établit un ensemble de mesures, d'institutions et de sanctions afin de vaincre la discrimination fondée sur la race et tout autre motif sous toutes ses formes et l'éliminer totalement dans notre pays.

Il convient de mentionner que cette loi contre le racisme prévoit aussi que les médias – comme l'indique le rapport dont nous sommes saisis

(A/65/269) – doivent fournir des informations objectives, éviter les stéréotypes et résister à l'incitation à la haine et à la violence. Pour nous, il est fondamental que, dans la lutte contre le racisme et la discrimination, les médias jouent un rôle essentiel pour promouvoir une culture de paix et rejeter la haine et les actions dirigées contre les groupes et les cultures minoritaires dans beaucoup de nos pays.

Nous sommes profondément préoccupés par la nouvelle vague de discrimination et de xénophobie qui déferle actuellement, en particulier dans les pays développés du nord. Nous devons dire que, parmi les causes structurelles du phénomène de discrimination auquel nous assistons depuis peu, figurent précisément les conditions économiques et sociales dues à une crise qui s'aggrave et se prolonge dans le temps. Il est essentiel de le reconnaître et de prendre des mesures concrètes pour remédier à la situation. Nous proposons que ce dialogue sur les cultures, les civilisations et les religions prenne en compte la dimension économique, afin que nous puissions analyser directement les répercussions de la crise économique sur nos sociétés et sur ce dialogue entre les civilisations et les cultures. De même, nous pensons qu'il est urgent d'entamer le débat sur un programme de travail concret définissant les mesures à prendre pour faire face à cette vague de racisme, de xénophobie et de discrimination provoquée par la crise économique mondiale.

Pour nous, pour l'État plurinational de Bolivie, un monde de paix est un monde sans discrimination ni racisme.

**M. Onemola** (Nigéria) (*parle en anglais*) : Le Nigéria exprime ses remerciements au Président de l'Assemblée générale à sa soixante-cinquième session, en particulier pour ce débat conjoint sur les points 14 et 15 de l'ordre du jour, intitulés respectivement « Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations » et « Culture de paix ». Nous remercions en outre le Secrétaire général des rapports contenus dans les documents A/65/269 et A/65/299.

Le premier rapport couvre un grand nombre de sujets et examine les activités des principaux organes de l'ONU œuvrant dans le domaine considéré, conformément aux résolutions 60/4 et 64/81. Nous notons en particulier que le rapport fournit des informations détaillées sur le troisième Forum de l'Alliance des civilisations et sur les progrès réalisés jusqu'ici en ce qui concerne la promotion des objectifs des Nations Unies par la sensibilisation, la

collaboration avec des organisations à vocation religieuse et l'élaboration de modèles stratégiques de sensibilisation par la communication, notamment en améliorant les activités éducatives sur la question.

La manifestation spéciale organisée par le Département des affaires économiques et sociales le 21 avril 2010 au Siège de l'ONU pour célébrer l'Année internationale du rapprochement des cultures conformément à la résolution 64/81 – pendant laquelle le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session et le Secrétaire général ont renouvelé leur engagement – était importante étant donné que plusieurs propositions utiles ont été faites en vue de faire progresser notre action et d'enrichir davantage nos objectifs à l'heure de la mondialisation.

Nous notons avec satisfaction que l'UNESCO, principal chef de file pour l'Année internationale, a organisé avec succès une manifestation pour lancer l'Année le 18 février 2010. À cette occasion, l'UNESCO a réuni un panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures auquel ont participé des représentants de toutes les régions du monde. Les participants, représentant divers segments de la société, ont apporté leurs contributions, en présentant leurs points de vue dans une perspective politique, intellectuelle ou religieuse. L'objectif principal de l'Année internationale du rapprochement des cultures est de sensibiliser l'opinion publique. Cette initiative a abouti à la production et à la diffusion de documents d'information, ainsi qu'à l'organisation de plusieurs conférences régionales et internationales sur des thèmes variés portant sur presque tous les domaines se prêtant à diverses formes de dialogue et de rapprochement, comme les arts, l'éducation, la culture et les questions relatives aux jeunes. Nous voudrions souligner à ce propos le rôle des organisations régionales dans cette entreprise, car ce sont des outils importants qui peuvent être utilisés de façon constructive pour promouvoir nos objectifs.

En ce qui nous concerne, nous voudrions redire que la stratégie d'édification d'une culture de paix doit être fondée sur des principes solides et établis, capables de susciter la confiance et l'entente entre les différents peuples du monde et de leur permettre d'exploiter leurs différences à des fins et des buts constructifs. Cela exigera des efforts vastes et multidimensionnels, y compris la compréhension des styles de vie des autres; la mise en place de mécanismes de règlement des conflits, afin d'éviter qu'ils ne dégénèrent; l'établissement des cadres

institutionnels et des capacités nécessaires aux initiatives de paix et la mobilisation de ressources aux niveaux national et régional pour les initiatives de paix.

La promotion de la paix et de l'entente par le dialogue, la tolérance et le respect mutuels exige une action collective. Par conséquent, nous devons tous unir nos efforts pour construire un monde plus pacifique et plus prospère. Nous devons également tous nous attacher à éviter d'accorder trop d'importance aux facteurs de mésentente et de conflit entre nous et à accorder plus d'attention aux éléments favorables à un climat d'harmonie, afin de garantir pleinement l'exercice des droits de l'homme fondamentaux à tous les peuples du monde.

Pour terminer, nous sommes persuadés que les enseignements fondamentaux de toutes les religions mettent l'accent sur le dialogue et l'entente. Sans ces vertus, la communauté internationale pâtira de l'intolérance, du sectarisme et de la violence, et les idéologies extrémistes, la violence et le terrorisme se propageront plus facilement. Le Nigéria juge odieuse l'intolérance qui règne dans le monde et déplore que ces groupes intolérants ont accès à des ressources de plus en plus importantes. Nous devons tous nous mobiliser pour lutter contre ces tendances déviantes qui favorisent des activités destructives, avec des conséquences graves pour la stabilité sociale, la paix et le développement. Ensemble, nous devons envoyer un message clair aux États Membres leur rappelant leur responsabilité de promouvoir l'harmonie et la tolérance religieuses, ainsi que l'égalité des traditions culturelles, des religions, des croyances et des confessions. Le Nigéria espère que le moment viendra où tous les peuples du monde comprendront mieux la diversité du monde. Enfin, nous devons changer notre mentalité traditionnelle, et nous adapter à l'évolution de la mondialisation et à ses conséquences.

Le Nigéria continuera d'adhérer à tous les efforts visant à l'instauration d'une culture de paix.

**M. Al-Nasser** (Qatar) (*parle en arabe*) : Tout d'abord, je voudrais exprimer au Président la gratitude de ma délégation pour avoir convoqué cette importante séance de l'Assemblée générale, afin de débattre des points de l'ordre du jour relatifs au dialogue entre les civilisations et à la culture de paix.

Bien que toutes les religions et toutes les cultures aient des dénominateurs communs s'agissant des valeurs humaines, il n'en reste pas moins que les phénomènes du fanatisme et des conflits à motivation

religieuse et ethnique ne cessent de s'exacerber et sont de plus en plus une menace à des relations saines entre les pays.

L'État du Qatar est fermement convaincu qu'il faudrait accorder davantage d'importance aux principes du dialogue entre les religions afin de créer un cadre solide pour l'édification d'un monde compréhensif et épris de paix. C'est cette ferme conviction qui a mené l'État du Qatar à accueillir à Doha le quatrième Forum de l'Alliance des civilisations, qui vise à instaurer un dialogue constructif entre les adeptes de différentes religions et confessions, en vue de mieux comprendre les principes et les enseignements de ces religions et de les utiliser au service de toute l'humanité. L'État du Qatar a également accueilli un certain nombre de conférences internationales sur le dialogue entre les religions. Ces réunions sont devenues désormais des manifestations annuelles ayant pour but d'approfondir le dialogue et la communication. La première a été la cinquième Conférence sur le dialogue entre les religions qui s'est tenue à Doha en avril 2003, et la huitième Conférence sur le rôle de la religion dans l'éducation des nouvelles générations se tiendra également à Doha du 19 au 21 octobre 2010.

L'État du Qatar estime que le dialogue entre les religions peut avoir une incidence positive sur le dialogue entre les peuples et les civilisations. À cet égard, depuis la création de l'Alliance des civilisations en 2005, notre pays a apporté sa contribution en la matière, en répondant à l'initiative de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, à travers la participation importante de l'épouse de l'Émir du Qatar, S. E. M<sup>me</sup> Mozah bint Nasser Al Missned, aux travaux du Groupe de haut niveau pour l'Alliance des civilisations, constitué par M. Kofi Annan en 2005. Ce groupe a rassemblé des personnalités éminentes et de grands dirigeants mondiaux, en vue de mettre en place des initiatives importantes en matière d'éducation et de formation des jeunes dans le cadre de l'Alliance des civilisations, avec pour objectif final le rapprochement des peuples et des cultures.

L'État du Qatar soutient l'Alliance des civilisations et a participé activement et à un très haut niveau à toutes les réunions de l'Alliance qui se sont tenues à Madrid, à Istanbul et à Rio de Janeiro, afin d'apporter son appui à son programme de travail et lui donner l'impulsion nécessaire. C'est ainsi que la Cheikha Mozah bint Nasser Al Missned, épouse de l'Émir du Qatar, le Cheikh Hamad bin Khalifa Al

Thani, a participé à ces réunions. Pour renforcer cet appui, la Cheikha Mozah a lancé une initiative dotée d'un capital de 100 millions de dollars pour la création d'emplois pour les jeunes. Dès son lancement, cette initiative a forgé des liens avec le secteur privé, ce qui a créé une incitation commerciale qui a encouragé les institutions mondiales à se pencher sur le problème du chômage des jeunes. Cette initiative a également permis de créer toute une gamme de projets destinés à résoudre le problème du chômage chez les jeunes, qui mettent l'accent sur trois domaines : les politiques, la science et les perspectives d'emploi. Ces initiatives créeront des emplois, des entreprises et d'autres moyens permettant aux jeunes d'avoir accès aux capitaux. Par ailleurs, en avril dernier, l'État, en collaboration avec le Forum des jeunes de la Conférence islamique, a adopté un projet de création d'un réseau de jeunes entrepreneurs dans les pays islamiques. En mars 2010, l'État du Qatar a également contribué, avec le Secrétaire de l'Alliance des civilisations, à la création d'un programme de bourses d'études pour les jeunes dans la ville de Doha. Il s'agit d'un programme expérimental auquel participent un certain nombre d'organisations régionales. L'État du Qatar accueillera en décembre 2011 le quatrième Forum de l'Alliance des civilisations et coopérera à cette fin avec le secrétariat de l'Alliance et les États Membres, afin que le quatrième Forum donne un nouveau départ à l'Alliance des civilisations, insuffle un nouvel élan à ses nobles objectifs et initiatives et promeuve les objectifs de l'Alliance en jetant des passerelles entre les peuples et les cultures.

**M. Ashour** (Jamahiriya arabe libyenne) (*parle en arabe*) : À notre réunion d'aujourd'hui, nous examinons deux points de l'ordre du jour, qui revêtent une importance toute particulière en raison de leurs liens étroits avec la paix et la coexistence internationales entre les peuples dans un monde multiculturel et multireligieux et dans un environnement politique international, qui est parfois peu harmonieux et source de conflits. Ces conflits se nourrissent des politiques et des tendances racistes et extrémistes qui entravent le déploiement des efforts internationaux en faveur du rapprochement, de la communication et de la coexistence entre les peuples du monde et qui menacent à long terme la paix et la sécurité internationales.

Malgré les tristes conséquences des politiques et actions racistes et agressives dont notre monde est témoin dans certaines régions et les réactions

analogues des mouvements militants et extrémistes dans diverses parties du monde, si la majorité des dirigeants et des peuples du monde faisait preuve d'une volonté politique sincère, un environnement propice à l'élimination du racisme et de l'extrémisme entre les peuples pourrait être mis en place. L'ONU a la responsabilité particulière et importante de traduire cette volonté internationale en réalités concrètes sur le terrain.

Nous sommes tous conscients du rôle important joué par le système des Nations Unies, sous la direction de l'Assemblée générale et avec la participation de l'UNESCO, de l'UNICEF, du Fonds des Nations Unies pour la population et d'autres institutions et organismes des Nations Unies, dans la diffusion de la culture de paix et de non-violence et dans la promotion du dialogue, du rapprochement et des alliances entre les civilisations, les cultures et les religions. Nous pensons pourtant que, bien qu'importants, les humbles efforts qui ont été déployés et continuent de l'être par l'Organisation internationale et les mécanismes qui ont été adoptés sont inefficaces et insuffisants et que l'on ne peut pas compter uniquement sur eux pour réaliser les objectifs que nous souhaitons atteindre. Nous sommes pleinement conscients que l'histoire de l'homme montre que les politiques de discrimination et le racisme, l'occupation étrangère, la pauvreté et la faim sont parmi les principaux facteurs qui provoquent et alimentent l'extrémisme, la violence et l'intolérance.

Ma délégation a lu attentivement le rapport du Secrétaire général sur le Dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations (A/65/269), et le rapport présenté par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture sur la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde, 2001-2010, figurant dans le document A/65/299. La délégation libyenne les remercie d'avoir établi ces rapports, qui contiennent des informations précieuses et mettent l'accent sur les aspects importants de la question qui retient l'attention du monde depuis ces dernières années, surtout depuis les tragiques événements du 11 septembre 2001, qui ont été condamnés par le monde entier mais aussi exploités par les extrémistes et les racistes pour dénaturer l'image de l'islam, incitant à l'hostilité contre l'islam et les musulmans.

Comme indiqué dans la résolution 64/81 de l'Assemblée générale sur la promotion du dialogue, de

l'entente et de la coopération entre les religions et les cultures, au service de la paix, l'exercice de la liberté d'expression comporte des responsabilités et des devoirs, qui imposent une certaine retenue dans l'exercice de ce droit. À cet égard, nous avons tous vu et entendu les médias lancer des attaques injustifiées contre l'une des plus grandes religions monothéistes du monde et contre ses symboles, et en présenter une image délibérément déformée au nom du droit d'exercer la liberté d'expression. À cet égard, nous ne pouvons que mettre en garde contre les dangereuses conséquences d'insultes contre l'islam, d'attaques contre des symboles islamiques, de tentatives de dénaturation des valeurs et principes islamiques, et d'actes de discrimination à l'égard des musulmans dans divers pays.

La culture de paix pourrait accroître efficacement le respect des droits de l'homme et renforcer la solidarité entre les peuples et les nations et faciliter le dialogue entre les cultures et les civilisations qui partagent de nombreuses valeurs universelles communes. Le dialogue entre les civilisations contribue à la réalisation de la paix, de l'entente et de l'amitié entre les peuples et les nations alors que les préjugés culturels, l'incitation à la haine contre d'autres cultures et religions accroissent la haine et la violence entre les peuples et les nations du monde. Il nous incombe en conséquence de consacrer la culture de paix et de la diffuser parmi les peuples. Cela ne devrait toutefois en aucune manière être interprété comme signifiant que nous pouvons obliger une population qui subit une occupation raciste étrangère à accepter le statu quo, à renoncer à ses droits légitimes et à abandonner sa résistance à l'occupation sous toutes ses formes. Si c'était le cas, cela voudrait dire que nous appuyons l'oppression, l'extrémisme et l'injustice.

Pour terminer, mon pays souligne l'importance de la coexistence pacifique entre les religions et les cultures comme moyen de renforcer la paix et la sécurité internationales grâce au respect mutuel et à la tolérance et non comme prétexte au conflit et à l'affrontement. Mon pays demande à chacun de s'opposer à tout ce qui pourrait créer ou entraîner des conflits et inciter au fanatisme religieux, culturel ou racial et de rejeter toutes formes d'expression qui pourraient constituer une provocation ou une insulte à des croyances ou symboles religieux.

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
Je donne maintenant la parole à l'observateur du Saint-Siège.

**M<sup>gr</sup> Chullikatt** (Saint-Siège) (*parle en anglais*) : À l'occasion du nouvel examen par l'Assemblée générale de ce point de l'ordre du jour, ma délégation saisit cette occasion pour réaffirmer qu'il importe que les États s'emploient ensemble à instaurer une culture de paix, à cultiver des relations productives et sincères, à rechercher et à suivre les voies du pardon et de la réconciliation, à faire preuve de transparence dans leurs échanges avec autrui et à être fidèles à leur parole. Si les êtres humains sont les éléments fondateurs d'une culture, ils peuvent sans aucun doute instaurer une culture de paix durable. Cette attitude est inscrite au cœur même de cette organisation dont la fondation découle de la détermination de tous les pays à vivre ensemble en harmonie, dans un esprit de bon voisinage et à s'unir pour maintenir la paix et la sécurité internationales.

S'agissant de la promotion d'une culture de paix, ma délégation saisit également cette occasion pour affirmer l'importance de la coopération entre les religions, de l'entente mutuelle, de l'ouverture d'esprit, de la solidarité et d'une amélioration des relations entre toutes les civilisations et tous les peuples d'origines culturelles et religieuses différentes.

Grâce à leur mission qui consiste à servir la dimension spirituelle et transcendante de la nature humaine, les religions contribuent d'une manière unique à la promotion d'une culture de paix. Elles contribuent également au respect de la vie humaine et à l'observation de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les religions favorisent la réconciliation en incitant les personnes à aller de l'avant dans un esprit de coopération mutuelle. Concrètement, elles facilitent l'instauration de la paix qui n'est pas une simple absence de conflit, mais la coexistence harmonieuse de citoyens dans une société qui est guidée par les principes de la justice et qui défend le bien général, dans toute la mesure possible. Les religions contribuent à tous ces objectifs dans les limites de nos capacités humaines.

À cet égard, ma délégation attire l'attention sur les activités que le Saint-Siège déploie depuis près de 40 ans pour nouer des relations avec d'autres traditions religieuses afin de promouvoir l'harmonie entre les religions. Parmi les initiatives récentes figurent les réunions régulières du Comité mixte du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux et du Comité permanent d'Al-Azhar pour le dialogue avec les religions monothéistes, dont la dernière a eu lieu cette année au Caire. Les participants ont conclu, entre

autres, que les nombreuses causes de la violence entre croyants de confessions différentes sont notamment la manipulation des religions à des fins politiques et autres, la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique ou l'identité religieuse et les divisions et tensions sociales, ainsi que l'ignorance, la pauvreté et le sous-développement.

Le Comité permanent a également formulé des recommandations importantes : ouvrir nos cœurs au pardon mutuel et à la réconciliation pour une coexistence pacifique et fructueuse; reconnaître ce que nous avons en commun et respecter les différences légitimes comme base d'une culture de dialogue; reconnaître et respecter la dignité et les droits de chaque être humain sans préjugés en fonction de la race, l'appartenance ethnique ou l'affiliation religieuse; reconnaître la nécessité de promulguer des lois justes qui garantissent l'égalité fondamentale de tous les êtres humains; et rappeler l'importance de l'éducation pour cultiver le respect, le dialogue et la fraternité. C'est ainsi que l'on peut concrètement s'opposer à la violence entre les adeptes de religions différentes et promouvoir la paix et l'harmonie entre les religions.

Le récent rapport du Secrétaire général sur le dialogue entre les cultures, les religions et les civilisations (A/65/269) a mis en lumière les activités de diverses entités des Nations Unies qui contribuent à la promotion du dialogue entre les cultures, les civilisations et les religions. Le rapport attire également l'attention sur l'action menée par les divers bureaux et institutions des Nations Unies pour promouvoir la coopération entre les religions.

À cet égard, il est important que les bureaux et institutions des Nations Unies s'intéressent aux cultures en prenant pleinement en compte le rôle de la religion dans ces dernières. Il est essentiel à cet effet de ne pas essayer de promouvoir des réseaux mondiaux et régionaux qui défendent des principes contraires à l'ordre moral naturel – en particulier des objectifs en matière de santé reproductive et de droits liés à la procréation qui ne respectent pas le droit à la vie de l'enfant à naître. Une telle approche reviendrait à utiliser abusivement la religion au profit d'intérêts particuliers et serait irrespectueuse envers les adeptes des diverses confessions religieuses.

En outre, ma délégation voudrait attirer l'attention sur le rapport au Conseil des droits de l'homme (A/HRC/14/23) du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté



d'opinion et d'expression. Ce rapport met l'accent sur le rôle du droit à la liberté d'expression et à la liberté d'accès aux moyens de communication dans la lutte contre la discrimination ainsi que dans la promotion de l'entente et du dialogue entre les cultures. Par ailleurs, ma délégation attend avec intérêt la série d'ateliers d'experts sur l'interdiction de l'incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme organisera l'année prochaine.

Les adeptes de religions peuvent grandement contribuer à la promotion d'une paix et d'une harmonie durables dans le monde et le Saint-Siège se félicite des diverses initiatives visant à réaliser ce noble objectif. Pour sa part, ma délégation reste déterminée à œuvrer avec les adeptes d'autres religions et croyances à l'instauration d'une culture de paix dans l'intérêt de l'ensemble de l'humanité et encourage tous les États à garantir pleinement le droit à la liberté de religion et de conscience de tous les peuples et de toutes les communautés, pour que tous les membres de la famille humaine coexistent pacifiquement.

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :** Conformément à la résolution 49/2 du 19 octobre 1994, je donne maintenant la parole à l'observateur de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

**M. Jilani (Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) (parle en anglais) :** Pour gagner du temps, je ne lirai que des extraits de ma déclaration dont le texte intégral pourra être consulté sur notre site Web.

Conformément à la vision et aux principes fondamentaux qui sont les siens, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) est fermement résolue à promouvoir une culture mondiale du respect de la diversité, de la non-violence et de l'intégration sociale. Dans une stratégie mondiale que la FICR a élaborée récemment sur la prévention, la réduction et la régression de la violence, nous définissons la culture de la non-violence comme une culture qui respecte les être humains – notamment leur bien-être et leur dignité – et met à l'honneur la diversité, la non-discrimination, l'intégration, l'entente mutuelle et le dialogue, la volonté de servir, la coopération et la paix durable.

Nos principes fondamentaux et nos valeurs humanitaires ont inspiré le Code de conduite pour le

Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les organisations non gouvernementales lors des opérations de secours en cas de catastrophe. À ce jour, le Code a été signé par plus de 400 organisations non gouvernementales. Il aide le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que d'autres acteurs humanitaires, à réunir les différentes cultures du monde entier dans le respect d'un seul ensemble de normes de conduite lors des opérations de secours humanitaires.

L'an dernier, de jeunes volontaires originaires de 150 pays se sont réunis à Solférino (Italie) pour célébrer le cent-cinquantième anniversaire de la bataille de Solférino. Ces jeunes se sont engagés à encourager un changement profond et le développement de compétences pour promouvoir l'harmonie et les attitudes positives au sein des communautés, à vivre nos sept principes fondamentaux, en tant qu'agents du changement de comportement au sein de nos communautés, et à renoncer à la violence, à promouvoir la non-discrimination et le respect de la diversité ainsi qu'une culture de paix dans le monde.

L'initiative de la FICR, sur le thème « Les jeunes en tant qu'agents du changement » a été lancée dans ce contexte afin de donner aux jeunes les moyens d'action nécessaires pour jouer un rôle directeur en suscitant un changement dans l'état d'esprit, les attitudes et les comportements de leurs communautés locales. Cette initiative est fondée sur l'idée qu'un engagement préalable à opérer un changement profond et à être l'illustration vivante de nos principes fondamentaux et de nos valeurs humanitaires est le meilleur moyen d'atteindre cet objectif.

Le Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge défend la dignité humaine depuis sa création il y a près de 150 ans, lorsque notre fondateur a fait appel à des volontaires pour s'occuper des blessés sur le champ de bataille à Solférino. Aujourd'hui, la promotion des valeurs humanitaires reste au cœur du mandat de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :** Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur ces questions. L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen des points 14 et 15 de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 17 h 40.*